

PLENUMVERGADERING

van

WOENSDAG 15 OKTOBER 2014

Voormiddag

SÉANCE PLÉNIÈRE

du

MERCREDI 15 OCTOBRE 2014

Matin

De vergadering wordt geopend om 10.03 uur en voorgezeten door de heer Siegfried Bracke.
La séance est ouverte à 10.03 heures et présidée par M. Siegfried Bracke.

De **voorzitter**: De vergadering is geopend.
La séance est ouverte.

Een reeks mededelingen en besluiten moeten ter kennis gebracht worden van de Kamer. Zij worden op de website van de Kamer en in de bijlage bij het integraal verslag van deze vergadering opgenomen.
Une série de communications et de décisions doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles seront reprises sur le site web de la Chambre et insérées dans l'annexe du compte rendu intégral de cette séance.

Aanwezig bij de opening van de vergadering is de minister van de federale regering:
Ministre du gouvernement fédéral présente lors de l'ouverture de la séance:
Elke Sleurs

Berichten van verhindering **Excusés**

Sabien Lahaye-Battheu, met zending buitenslands / en mission à l'étranger.

Federale regering / gouvernement fédéral:

Didier Reynders, Europese Raad Handel / Conseil européen Commerce (Rome).

01 Bespreking van de verklaring van de regering **01 Discussion de la déclaration du gouvernement**

Aan de orde is de bespreking van de verklaring van de regering.
L'ordre du jour appelle la discussion de la déclaration du gouvernement.

Het woord is aan mevrouw Laurette Onkelinx.
La parole est à Mme Laurette Onkelinx.

01.01 Karine Lalieux (PS): Monsieur le président, il n'y a pas de premier ministre. Sans premier ministre, il est difficile de (...).

Le **président**: Vous avez tout à fait raison. Nous attendons le premier ministre.

(...): (...)

(Le premier ministre entre dans l'hémicycle et rejoint les bancs du gouvernement)

De **voorzitter**: Collega's en leden van de regering, ik zou met u willen afspreken dat wij ons een beetje proberen te houden aan de tijd en dat als iemand vertraging heeft, hij dat laat weten, dat is een respectueuze manier van omgaan met elkaar.

01.02 Laurette Onkelinx (PS): Monsieur le président, monsieur le premier ministre, mesdames et messieurs du gouvernement, mes chers collègues, j'ai l'intime conviction que notre pays entre dans une nouvelle zone de turbulences. L'Histoire de Belgique n'est certes pas un long fleuve tranquille; elle a été secouée par des rapports de pouvoir et de domination tels qu'ils ont laissé des cicatrices à fleur de peau. Ces dernières années, face aux revanchards nationalistes, nous avons élaboré des réponses francophones et néerlandophones pour donner une nouvelle chance à ce pays, pour l'apaiser et le sécuriser. Avec ce gouvernement, j'ai la conviction que vous faites tout simplement marche arrière.

Pourquoi, monsieur le premier ministre, pour quelle raison avez-vous offert les clefs du pays aux nationalistes? Ensemble, nous avons rendu impossible un gouvernement axé sur les changements institutionnels. La liste des articles de la Constitution à réviser avait été conçue pour cette raison. Les yeux dans les yeux, face à la population, pendant la campagne électorale, sachant que le futur gouvernement serait uniquement socio-économique, vous aviez déclaré que vous n'iriez jamais avec la N-VA. Personne ne vous avait forcé à le dire, personne ne vous avait contraint à cette déclaration. C'est vous qui y avez mis votre honneur et votre engagement, au demeurant tant au Sud qu'au Nord du pays. Où est cet honneur? Où se trouve le respect des engagements? Où est le simple respect de la parole donnée?

Monsieur le premier ministre, vous avez en outre distillé le poison communautaire dans le déséquilibre même de la composition de votre gouvernement. Qu'on en juge! Ce gouvernement va recevoir la confiance de trois fois plus de députés néerlandophones que de députés francophones. De plus, dans cette majorité, les nationalistes à eux seuls pèsent plus que l'ensemble des francophones. Je vous dirai que notre inquiétude n'est pas compensée par la présence de l'un des leurs à la tête de cette équipe.

Quelles que soient vos qualités, monsieur le premier ministre, vous serez toujours considéré par une grande partie de la population comme étant le premier ministre qui a été choisi par les partis flamands de la majorité.

De ce fait, nous avons du mal à voir dans votre nomination une forme de compensation. Nous avons au contraire le sentiment qu'elle illustre aujourd'hui notre faiblesse. Nous, francophones, nous ne choisissons plus nous-mêmes ceux qui parlent en notre nom! Et cela, c'est une giflé; et même plus, un mépris vis-à-vis des francophones.

Nous ne remettons évidemment pas en cause le fait que ce gouvernement soit constitué dans le respect des règles de la démocratie. Mais il y a la loi et l'esprit de la loi. Prenez la parité au sein du Conseil des ministres qui a été introduite en 1970. Pourquoi cette parité alors qu'existe la règle du consensus? Pourquoi, si ce n'est de permettre à chacune des communautés d'être largement représentée dans ses choix, dans ses valeurs, dans ses priorités?

Le MR, c'est 25 % de la représentativité francophone. C'est une proie facile que l'on pourra jeter au gré des circonstances. Il me semble que par ce biais, vous avez bafoué un des grands compromis de l'histoire.

Enfin, le déséquilibre vient aussi dans la répartition des postes ministériels. Rien d'étonnant à ce qu'un ministre N-VA veuille l'Intérieur. C'est toujours comme cela que commence la prise de pouvoir des nationalistes, qu'ils soient de gauche ou de droite. Mais là, vous avez donné aux nationalistes l'armée, la police, la fonction publique, la sécurité de l'État. Cela fait froid dans le dos. Surtout que, on l'a vu les derniers jours, les dernières heures, la personnalité de certains de vos ministres est inquiétante.

Chaque jour, les masques tombent un peu plus. Lundi, pour Jan Jambon, votre vice-premier ministre, les collaborateurs avaient leurs raisons. On peut comprendre, on peut donc expliquer que des Belges aient fait cause commune avec les nazis. Croyant corriger le tir, il s'enfonça: la collaboration, dit-il, est une erreur historique. Une erreur. Une erreur, comme tout le monde fait des erreurs. Une simple erreur, qui peut être pardonnée.

Pour moi, monsieur le vice-premier ministre, la collaboration n'est pas une erreur. C'est une ignominie! Une ignominie absolue, car il est ignoble de prendre fait et cause pour ceux qui sont responsables de l'Holocauste et qui ont foulé aux pieds toutes nos valeurs. Monsieur le premier ministre, c'est à cet homme-là que l'on donne l'Intérieur!

Mardi, on apprenait la présence de M. Francken à une petite fiesta organisée à l'occasion de l'anniversaire

d'un collaborateur notoire, d'un ancien du Front de l'Est, d'un leader d'une milice privée nationaliste. Par ce biais, le bruit des bottes raisonne dans le gouvernement du pays. Et c'est avec effroi que l'on constate que c'est celui-là, manifestement homophobe de surcroît, qui a été chargé de l'Asile et de la Migration.

Mercredi, nouvelles révélations parues dans les journaux du groupe Sudpresse concernant toujours M. Francken: votre secrétaire d'État, figure éminente de la N-VA a envoyé, entre autres à Mme Liesbeth Homans, en juillet 2007 et en juin 2008, plusieurs mails en sa qualité de membre et leader du Vlaams Nationaal Verbond (VNV) dans lesquels il appelle à se réunir pour définir les grandes lignes de la gestion et, notamment de la fin, de la Belgique. Il menace d'une balle les membres qui oseraient parler. J'ose à peine répéter ses propos tant ils sont honteux. Il les menace d'une nuit avec un homosexuel.

Voilà, monsieur le premier ministre, ceux avec qui vous vous êtes associé. Jamais, contrairement à ce qu'elle a affirmé, la N-VA n'a eu l'intention de jouer le jeu fédéral. Depuis le début, son but reste inchangé. Fidèle à son ADN, elle entend poursuivre l'objectif qu'elle s'est toujours fixé dans ses statuts: détricoter notre pays. Sa participation au pouvoir a pour objectif de le lui permettre.

Par ailleurs, les récentes déclarations, les récents évènements, le verbe de M. Francken tendent à démontrer que la plupart des leaders de ce parti sont loin de partager les valeurs qui sont les nôtres.

Vous aviez raison, monsieur le premier ministre, lorsque vous estimiez qu'il y avait, chez eux, des relents racistes. Mettez de l'ordre dans votre gouvernement! Arrêtez de vous taire! Car lorsque sont en jeu de tels symboles, le silence est un renoncement, une faute.

Ces personnes ne sont tout simplement pas dignes d'exercer les hautes responsabilités que vous leur avez attribuées. J'attends de vous des actes clairs pour conserver intacte notre démocratie. J'attends de vous que vous leur demandiez de remettre leur démission.

Mes chers collègues, il est une autre marche arrière reflétée dans la composition du gouvernement: la place des femmes. Elles ne sont pas nombreuses dans votre équipe, mais avouons d'emblée que ce n'est pas le seul gouvernement ainsi constitué. Par contre, depuis 15 ans, les femmes sont représentées au *kern*, c'est-à-dire au cœur du dispositif gouvernemental. Ici, je ne vois aucune femme du Nord, du Centre ou du Sud qui soit vice-première. Cela me choque.

Là aussi, monsieur le premier ministre, vous en portez la responsabilité. On peut reprocher beaucoup à M. Juncker, mais il a su taper du poing sur la table pour que les femmes soient massivement présentes avec d'intéressantes responsabilités dans sa Commission; ici, vous n'avez manifestement eu aucune influence au-delà de votre groupe.

(...): (...)

01.03 Laurette Onkelinx (PS): C'est ce que je viens de dire, mais vous ne m'avez pas écoutée! Là, il n'y a pas de recul tandis qu'ici, nous disposons d'un certain recul. En effet, jamais depuis 15 ans, le *kern* n'a été unisexe; vous inaugurez.

Mesdames et messieurs, je ne suis pas une excitée communautaire et, en tant que socialiste, la question sociale est au cœur de mes préoccupations comme de celles de tout mon groupe.

Si nous allons refuser notre confiance à ce gouvernement, si nous allons dénoncer sa politique, si nous allons combattre son action par tous les moyens que nous offre notre État de droit, ce n'est pas seulement parce que sa composition est bancal, c'est parce que son projet politique l'est aussi.

Un projet politique bancal et injuste. Il frappera de plein fouet tous les travailleurs de ce pays. Peu importe qu'ils parlent français, néerlandais ou allemand, ces travailleurs seront tous les victimes de la régression sociale qui s'annonce. C'est pour les défendre tous que nous allons nous battre. Nous sommes d'ailleurs convaincus que les travailleurs de notre pays se retrouveront dans la résistance à ce gouvernement.

Mesdames et messieurs, chers collègues, pour demander la confiance, la majorité a adopté des accents churchilliens. La situation est grave. La compétitivité des entreprises, la soutenabilité de notre système social, tous les clignotants sont négatifs et nous devrions, d'urgence, nous mobiliser pour éviter à la Belgique la déchéance à laquelle nous condamnerait l'inaction. La majorité se pose dans le rôle d'un capitaine, prêt à

tout pour éviter le naufrage de son navire et qui en appelle à la lucidité des passagers. Ceux-ci doivent renoncer à leurs privilèges dépassés pour assurer le succès collectif et ramener le navire à bon port.

Cette dramatisation n'est évidemment pas innocente. En effet, cette majorité se propose de prendre des mesures extrêmement dures à l'égard des travailleurs et il est essentiel pour elle de pouvoir justifier ces mesures sévères au nom de l'intérêt général. Cette posture est-elle sincère? Est-elle crédible? Je dirais: ni l'un, ni l'autre.

Effectivement, à l'examen des mesures qui nous sont proposées dans cet accord, nous sommes d'abord frappés de constater à quel point ce catalogue de propositions ressemble au programme classique de la droite. Il n'y a rien de nouveau ou de surprenant. C'est la même logique, pour ne pas dire le même discours, que celui porté par Margaret Thatcher ou par Jean Gol dans les années 1980: le système social coûte toujours trop cher. Le droit du travail est toujours trop contraignant. Les services publics sont toujours des obstacles au progrès.

La lecture de ces platitudes nous donne l'impression que le logiciel de la droite tourne toujours sur un vieil Atari, voire un Commodore 64. Il n'y a rien de mal à rester constant dans le temps et les droites, qu'elles soient catholiques, libérales ou nationalistes, peuvent éventuellement s'enorgueillir d'être restées fidèles à elles-mêmes, mais dans ce cas, elles ne peuvent pas faire semblant que c'est la crise financière ou le vieillissement de la population qui justifient aujourd'hui les mesures qu'elles proposaient déjà avant-hier.

Le projet est un projet idéologique. Ce n'est pas une insulte, ni même une critique. C'est simplement un constat.

Cet examen concret des mesures proposées achève de nous convaincre de l'hypocrisie de cette dramatisation, je dirais de la malhonnêteté de cette posture. En effet, si le navire était si mal en point, on ne doute pas qu'un capitaine consciencieux serait prêt à tout, attentif à tout faire pour le sauver; en particulier, il demanderait à tout le monde de faire le maximum d'efforts, pas seulement aux matelots, pas seulement aux voyageurs qui séjournent dans les 2^e et 3^e classes -, mais à tout le monde.

Que voit-on ici? Qu'est-ce qui frappe au fur et à mesure qu'on parcourt les pages du texte? Les travailleurs doivent faire beaucoup d'efforts, qu'ils soient actifs, sans emploi ou pensionnés. Ils doivent se serrer la ceinture, renoncer à leurs droits, travailler plus pour gagner moins. Les patrons et les riches, par contre, rien! Au contraire, pour eux, on revient sur certains efforts du passé et on leur fait des petits cadeaux.

Ce déséquilibre parfois caricatural, parfois – je dois le dire – écœurant, nous éclaire sur la sincérité de la mobilisation générale à laquelle on nous appelle. Votre 'truc', je dirais, c'est du patriotisme d'abusés: abuser les travailleurs qui vont voir leur pouvoir d'achat diminuer avec le saut d'index, abuser les fonctionnaires qui vont devoir travailler plus longtemps mais dont la pension va baisser malgré tout, abuser les femmes qui ont retrouvé un travail à temps partiel et dont on va couper une partie des allocations. Il n'y a en réalité ici pas d'autres causes à sauver que les privilèges des forts. C'est votre but; c'est votre cause et vous avez aujourd'hui la possibilité de la réaliser.

Dès lors, monsieur le premier ministre, mesdames et messieurs du gouvernement, ne vous donnez plus la peine de faire semblant!

Monsieur le président, mesdames et messieurs, c'est d'abord et avant tout le chapitre des pensions dont la lecture fut un choc. Alors que tous les partis de la majorité, tous, avaient assuré pendant la campagne qu'on ne toucherait pas à l'âge légal de la retraite, nous avons appris, quelques semaines après les élections, que vous souhaitiez en fait relever celui-ci à 67 ans.

Vous en profitez également pour durcir les conditions de carrière. Quand on vous interroge sur ce paradoxe, vous nous parlez du courage de réformer. Est-ce du courage de mentir? Est-ce du courage d'imposer à des travailleurs épuisés de rester actifs au-delà de l'âge où ils peuvent raisonnablement exercer leur fonction? Est-ce du courage de forcer une institutrice de 64 ans à s'occuper d'une classe de 30 marmots tumultueux? Est-ce du courage de demander à un ouvrier de la construction qui a commencé à travailler à 18 ans de monter sur un toit au-delà de 60 ans? Est-ce du courage? Vous êtes indécents!

Nous sommes tous conscients qu'il est nécessaire d'augmenter la durée effective de la carrière. Nous y avons travaillé sous l'ancienne législature, avec des mesures qui n'étaient pas toujours faciles à prendre. Le

programme du PS proposait d'aller plus loin, d'améliorer la formation continue, de travailler avec les employeurs pour améliorer les conditions de travail des plus âgés, de compléter le bonus pension, qui joue sur le long terme, par un bonus fiscal spécifique et immédiat pour les travailleurs plus âgés.

Nous voulions réformer avec les travailleurs et pas contre eux!

Vous n'avez rien retenu de tout cela. Au contraire, vous limitez dramatiquement le crédit-temps en fin de carrière, y compris pour les métiers pénibles comme les infirmières, et vous supprimez le bonus pension pour certains travailleurs qui faisaient le choix de travailler jusqu'à 65 ans. Pour les bons élèves, ce sera donc une perte de plus de 150 euros par mois.

À nouveau, on s'attaque aux travailleurs alors que rien n'est fait pour obliger les employeurs à engager ou à garder les plus de 55 ans dans leurs entreprises. Et si rien n'est fait pour obliger les employeurs à conserver ces travailleurs plus âgés, croyez-moi, monsieur le ministre, l'augmentation de l'âge légal de la pension ne fera que transférer une charge d'une branche de la sécurité sociale - les pensions -, vers d'autres branches comme l'invalidité ou le chômage. Même économiquement, cela n'a aucun sens!

01.04 Daniel Bacquelaine, ministre: Monsieur le président, j'entends Mme Onkelinx au sujet du chapitre des pensions.

Madame Onkelinx, je remarque que vous ne mettez pas en cause la nécessité de faire en sorte qu'il y ait davantage d'actifs dans notre pays pour garantir – et c'est le but de la réforme que nous proposons – un système financièrement soutenable et socialement performant.

C'est ce que nous voulons et c'est ce qui se traduit dans le cadre de cette réforme.

Alors, vous nous dites que personne n'avait demandé la pension légale à 67 ans. En effet, durant cette législature, nous n'allons pas changer l'âge légal de la pension.

Il va effectivement se maintenir à 65 ans. Durant cette législature, nous allons en revanche faire en sorte que les pensions anticipées se prennent un peu plus tard. C'est d'ailleurs la prolongation d'une réforme qui a été initiée par le gouvernement précédent et que nous allons poursuivre. Nous allons non seulement appliquer en 2015 et 2016 les décisions qui ont été prises par le gouvernement précédent, mais nous allons aussi poursuivre cette réforme en 2017 et 2018, afin d'allonger progressivement la période d'activité - de sorte que la prise de pension anticipée ait lieu à 62 ans et demi, puis à 63 ans.

À l'avenir, il convient – et c'est la raison pour laquelle, à partir de 2030, la pension légale sera fixée à 67 ans – de garder un différentiel, sinon cela n'aurait aucun sens, entre la pension anticipée prise à un âge plus avancé, par exemple 63 ans, et l'âge de la pension légale. En effet, si celui de la pension anticipée devient approximativement le même que celui de la pension légale, la réforme perd une grande partie de son sens. Il est donc prévu qu'en 2030, l'âge légal de la pension soit porté à 67 ans. Vous tendez à faire croire que cela va concerner l'ensemble des personnes qui partiront à la retraite. C'est intellectuellement malhonnête, madame la ministre, parce que vous savez que ce n'est pas vrai!

01.05 Laurette Onkelinx (PS): Je n'ai pas dit cela!

01.06 Daniel Bacquelaine, ministre: Aujourd'hui, seulement 10 % des personnes qui partent à la retraite le font à 65 ans. 10 %. La moyenne d'âge du départ à la retraite est de 59,5 ans. Évidemment, tout le monde ne va pas, tout à coup, prendre sa pension à 67 ans! Au contraire, tout le monde va pouvoir gérer ce départ, avec – il est vrai – de nouvelles libertés. Nous introduisons en effet toute une série de nouvelles libertés dans la possibilité de prendre sa pension.

01.07 Ahmed Laaouej (PS): (...)

01.08 Daniel Bacquelaine, ministre: Je viens de l'expliquer, monsieur Laaouej. Vous n'écoutez pas! Je viens d'expliquer qu'il est normal de maintenir un différentiel entre l'âge auquel on peut prendre sa pension anticipée et l'âge de la pension légale. Dès lors que, progressivement, on remonte l'âge de la pension anticipée, on arrive forcément à remonter – dans le futur, en 2030 – l'âge de la pension légale. C'est une logique imparable!

01.09 **Laurette Onkelinx** (PS): (...)

01.10 **Daniel Bacquelaine**, ministre: Je voudrais ajouter qu'on n'a pas modifié les conditions de carrière, contrairement à ce qu'a dit Mme Onkelinx ici. On n'a pas augmenté la condition de carrière par rapport à l'âge de la pension légale. On est resté dans une condition de carrière de 45 ans.

Pourquoi a-t-on fait cela? Pour ne pas diminuer le montant des pensions, bien entendu. Parce que si, en augmentant l'âge de la pension légale, vous remontez en même temps la condition de carrière – par exemple, à 47 ans, vous parlez alors en 47^e –, vous arrivez alors forcément à un système qui défavorise ceux qui prendront effectivement leur pension plus tard.

Ce que nous allons faire – et c'est repris textuellement dans la déclaration du premier ministre et dans l'accord de gouvernement –, c'est tenir compte, contrairement à ce que vous laissez croire, de la longueur des carrières et de la pénibilité de certaines professions, tenir compte des métiers dits "lourds". De telle sorte que ceux qui, par exemple, commencent très tôt dans une profession très contraignante, très astreignante, puissent prendre leur pension plus tôt que l'âge légal de la pension. Il n'est évidemment pas question de laisser tout le monde au travail jusqu'à 67 ans. Par contre, il existera une plus grande latitude de gérer sa carrière en fonction d'une visibilité de ce que donnent les droits constitués au fur et à mesure de sa profession. Et c'est, me semble-t-il, allier à la fois la nécessité de garantir un système de pensions performant à l'avenir, c'est-à-dire faire en sorte qu'il y ait plus d'actifs, mais laisser aussi une plus grande liberté aux gens dans la gestion de leur carrière.

(Applaudissements sur les bancs de la majorité)

De **voorzitter**: Collega's, zoals u wellicht weet, mag ik opmerken dat wij na het algemene debat ook nog thematische debatten zullen krijgen. Daarbij zullen wij onder meer nader ingaan op de pensioenen.

Mevrouw Onkelinx, u hebt het woord.

01.11 **Laurette Onkelinx** (PS): Monsieur le président, je comprends que M. Bacquelaine ait été un peu long. C'est difficile à justifier. Quelques jours avant la constitution du gouvernement, lors d'un débat, il a dit qu'il ne fallait pas prolonger jusqu'à 67 ans! C'est dur. On rame, après, pour pouvoir récupérer.

Vous n'avez en tout cas pas dit un mot sur des interpellations que je fais sur les pensions. Pourquoi avoir supprimé le bonus? Pourquoi n'avoir rien fait pour que les employeurs puissent être beaucoup plus ouverts à l'engagement des travailleurs âgés? Pourquoi jouer sur les pensions, non seulement par les bonus, mais aussi par le saut d'index? À tout cela, monsieur le ministre des Pensions, vous ne répondez pas!

Par ailleurs, pourrais-je compléter en vous disant que les réformes proposées pour les pensions des agents des services publics ne sont pas moins surprenantes que le relèvement de l'âge légal? On parle ici de réformes dont, écoutez-moi bien, l'effet cumulé pourrait réduire le niveau de certaines pensions de plus de 25 %. C'est un véritable hold-up que l'État s'apprête à faire sur ses propres agents! Qu'ont-ils fait de si mal, ces agents, pour que l'on puisse ainsi revenir brutalement sur les engagements pris à leur égard? Comment peut-on prôner le dialogue et la concertation sociale et mettre sur la table des propositions pareilles?

Au niveau du chômage, la mesure la plus emblématique est sans doute ce concept bizarre de service obligatoire à la communauté. Votre projet en la matière n'est pas très clair. Nous en saurons plus le moment venu. Mais ce qui ressort très clairement, c'est que vous proposez en quelque sorte de relancer les ALE. Mais désormais, les chômeurs qui seraient activés à temps partiel au sein de ces agences de l'emploi n'auraient plus ni rémunération ni statut!

Et on sanctionnerait dès lors celui qui refuserait de travailler gratuitement. Un travail sans salaire deviendrait ainsi un emploi convenable. Que personne ne s'y trompe: cela concerne aujourd'hui les chômeurs, mais la notion même de travail et d'emploi est par là même frontalement attaquée.

La mesure sur l'allocation de garantie de revenu est moins originale, mais pas moins dangereuse. En réduisant considérablement l'aide versée aux bénéficiaires, souvent des femmes telles celles qui travaillent dans la grande distribution, on risque de faire basculer de nombreux ménages dans la pauvreté, néanmoins sans comprendre le réel intérêt de la mesure.

Enfin, la liaison au bien-être: le texte me paraît quelque peu tarabiscoté.

Monsieur Verherstraeten, si vous me le permettez, je vous demanderai si ce n'est pas un négociateur CD&V qui l'a rédigé. En effet, on proclame d'abord avec fierté que l'enveloppe sera rétablie à 100 %, c'est-à-dire que la loi votée sur l'initiative du PS et du sp.a à la fin de la dernière législature sera appliquée.

01.12 Charles Michel, premier ministre: (...)

01.13 Laurette Onkelinx (PS): Monsieur le premier ministre, vous ne connaissez pas votre dossier! Non, car les anciens du gouvernement vous diront qu'en fin de législature, en compensation de nouvelles réductions de charges, l'enveloppe a été rétablie à 100 %.

01.14 Charles Michel, premier ministre: (...)

01.15 Laurette Onkelinx (PS): Ah, oui! Vous demanderez à votre vice-premier, par exemple, M. Reynders: il siégeait autour de la table.

Je continue.

D'abord, on dit: "Nous allons appliquer la loi". Il ne manquerait plus que ça!

Un peu plus bas, on indique qu'on va neutraliser, pour le calcul de celles-ci, les allocations familiales. Cela revient à amputer de 15 à 20 % l'enveloppe. J'imagine que l'on nous dira que c'est 100 % assurément, mais de ce qui reste!

01.16 Wouter Beke (CD&V): Mevrouw Onkelinx, u weet dat de welvaartsenveloppe tijdens de regering-Di Rupo voor 60 % werd uitgekeerd. U weet dat wij onder de regering-Di Rupo samen een zesde staats hervorming hebben verwezenlijkt die maakt dat de kinderbijslag een bevoegdheid van de deelstaten wordt.

(...): (...)

01.17 Wouter Beke (CD&V): Inderdaad, op een heel goede manier. U weet dat deze regering die zesde staats hervorming loyaal zal uitvoeren, dus ook de overdracht van de kinderbijslag. Dat betekent dat ook in de verrekening dit dus niet meer het aandeel van de federale overheid zal zijn. Dat is normaal.

In tegenstelling tot de vorige legislatuur, waar PS en sp.a deel uitmaakten van de regering en waar maar 60 % van de welvaartsenveloppe werd uitgekeerd, zullen wij echter 100 % uitkeren voor de welvaartsenveloppe, voor de versterking van de uitkeringen en de pensioenen. Dat is wat wij deze legislatuur zullen doen.

01.18 Laurette Onkelinx (PS): Tout cela confirme que c'est bien vous qui, manifestement, avez écrit cette partie du texte.

Oui, bien entendu, ensemble, nous avons décidé, dans le cadre des efforts généraux pour tendre à l'équilibre budgétaire, dans la première partie de ce gouvernement, de diminuer l'enveloppe à 60 %. Mais, monsieur l'ancien premier ministre, vous vous en rappellerez, dans le pacte de compétitivité que nous avons décidé en fin de législature, en compensation de nouvelles réductions de cotisations sociales, nous avons inscrit que l'enveloppe devait être à 100 %. C'est d'ailleurs dans la trajectoire budgétaire et dès lors, contrairement à ce que le premier ministre nous a dit, cela ne vient évidemment en rien compenser le saut d'index sur lequel je reviendrai.

Mesdames et messieurs, personne ne comprendrait que je n'évoque pas un moment la Santé, qui est l'or de notre pays. Notre système de soins est particulièrement performant, grâce aux professionnels, bien sûr, mais aussi grâce aux normes, aux projets, aux financements que nous avons décidés, année après année, ensemble.

En la matière, je veux souligner que votre programme de gouvernement s'inscrit très fort dans la continuité des précédentes législatures. Vous vous apprêtez à récolter les fruits de ce qui a été conçu auparavant: feuille de route eHealth, besoins médicaux non rencontrés, réforme du financement hospitalier, plan d'attractivité pour les infirmiers, cadastre pour les prestataires de soins. Certes, j'en suis heureuse et je ne peux m'empêcher de le prendre aussi comme un hommage au travail accompli.

Ce qui m'inquiète, c'est ce que vous ne dites pas. Peut-être allez-vous me rassurer avec les chiffres? Je ne demande pas mieux.

Les choses ne sont pas claires sur les économies que vous allez faire. Malgré les dénégations des uns et des autres, ces économies indiquent qu'on doit se contenter d'adapter le budget à la croissance des dépenses. Il y aura des économies! Comment pourrait-il en être autrement alors que la croissance réelle des dépenses de ces dix dernières années a été de 3 %? Si je ne m'abuse, et j'espère que ce n'est pas ce chiffre-là qui est retenu, vous vous apprêtez à diminuer la norme autour de 1,5 %, qui plus est à partir de dépenses qui comportent déjà des économies. Si on en croit la rumeur, il y aurait 346 millions d'euros en 2015 mais avec la norme de 1,5 %, cela obligera les soins de santé à faire 1,5 milliard d'euros d'économies structurelles à l'horizon 2019. Contrairement à l'accord de gouvernement papillon, on ne trouve dans votre accord aucune garantie que cette somme de 1,5 milliard ne sera pas prise dans la poche du patient. Monsieur le premier ministre, j'attends donc des explications claires à ce sujet!

La vigilance sera totale pour qu'on maintienne un système de soins de grande qualité!

En matière de santé, je sais qu'il y a encore de grands efforts à réaliser. Je ne suis pas ici pour dire que tout votre programme est mauvais. Je dirais par exemple que j'apprécie votre volonté d'élargir l'interdiction des suppléments en chambre à deux lits à l'hôpital de jour. Il me semble que c'est un choix courageux.

01.19 Wouter Beke (CD&V): Mijnheer de voorzitter, ik wil mevrouw Onkelinx niet onderbreken, nu zij positief spreekt over het regeerakkoord.

Gaat u meteen voort met alle verdiensten inzake gezondheidszorg uit het regeerakkoord, op te sommen, mevrouw Onkelinx.

Ik wil even ingaan op de groeïnorm in de gezondheidszorg en de sociale zekerheid. Het is zeer juist dat er de voorbije jaren maatregelen zijn genomen in de gezondheidszorg om de groeïnorm onder controle te houden. U hebt dat de voorbije jaren gedaan en u hebt dat goed gedaan.

In 2013 hebt u ervoor gezorgd dat het budget van de gezondheidszorg slechts steeg met 0,9 %. Dat was geen gemakkelijke zaak, maar u hebt het wel gedaan. Ik wens u proficiat voor het feit dat het budget van de gezondheidszorg in 2013 maar met 0,9 % is gestegen.

De volgende jaren zullen wij het budget van de gezondheidszorg laten stijgen met 1,5 % boven inflatie. Dat is dus minder streng dan u was in het jaar 2013.

01.20 Laurette Onkelinx (PS): Vous nous donnez l'explication. Ce que vous dites n'est pas faux mais ce n'est pas juste non plus!

Effectivement, j'ai fait des efforts et je ne serai jamais ici – je le répèterai tout à l'heure – une "il n'y a qu'à". "Il n'y a qu'à dépenser, etc." Non, je ne suis pas ainsi. Vous ne m'aurez jamais sur ce terrain!

Oui, on a fait des efforts, une année parfois plus que d'autres. C'est pour cela que j'ai parlé des dix dernières années: j'ai effectivement assumé la responsabilité de la Santé pendant un temps appréciable. Je dis et je répète que sur la période des dix dernières années, la croissance a été de 3 %, avec parfois une croissance plus forte et parfois, quand on le pouvait, une croissance moins forte. Mais vous, ce que vous proposez, c'est une croissance déterminée de 1,5 % pour l'avenir, sans dire d'ailleurs que vous préservez le patient. J'attends donc d'avoir les explications. Je serai juste. Si on me dit qu'on peut le faire sans mettre à mal notre système de soins, je le saluerai. Mais je dis simplement que si on va vers des économies de plus de 1,5 milliard, cela va faire mal et cela pourrait remettre en cause notre système de soins, ce qui – je suis certaine que vous en êtes convaincu – ne serait pas acceptable.

Monsieur le premier ministre, mesdames et messieurs, qu'en est-il de la compétitivité? Pour qu'elle soit au

beau fixe, encore faut-il essayer qu'elle s'appuie sur une concertation sociale optimale. Le propre de notre modèle social est justement de permettre aux partenaires sociaux de définir les grands principes de la sécurité sociale et de la politique de l'emploi. Votre gouvernement a bien conscience du caractère précieux de cette concertation sociale puisque vous écrivez noir sur blanc dans votre accord, je cite: "Cette concertation sociale est à tous les niveaux de négociation un élément permettant de garantir la stabilité et la légitimité des réformes entreprises." D'accord!

Cela étant dit, que ce soit la non-indexation, les pensions rabotées, les normes salariales, le statut ouvrier/employé, les heures supplémentaires dans l'horeca, la révision de la loi Renault, les commissions paritaires, la prépension – la liste n'est pas exhaustive –, dans tous ces dossiers, vous bafouez d'emblée la concertation sociale. Vous imposez au mieux des concertations tripartites et, au pire, vous vous substituez aux partenaires sociaux, avant même qu'ils puissent trouver un accord.

Je pense vraiment que votre gouvernement risque de mettre en danger la paix sociale, ce que je ne souhaite évidemment pas, car je pense que cela agirait comme un boomerang sur la santé de notre économie.

Prenez aussi le chapitre fiscal, sur lequel d'autres membres éminents de mon groupe reviendront également par la suite. Le gouvernement nous présente, au cœur de ses projets en matière de fiscalité, une belle et grande intention de réforme fiscale et de *tax shift*. Réforme fiscale, parlons-en justement. Vous vous souviendrez que juste avant les élections, il y avait eu quelques échanges, parfois sympathiques, parfois moins, en tout cas, quelques-uns dans votre majorité, notamment au MR, avaient proposé une réforme fiscale d'envergure, avec une augmentation de la quotité exonérée d'impôt jusqu'à 13 000 euros, avec la suppression de certaines tranches d'imposition ... bref, une réforme à 20 milliards d'euros! Impayable, évidemment. Nous l'avions dit.

(Protestations sur les bancs du MR)

Mais c'était l'époque où on rasait gratis!

01.21 Richard Miller (MR): (...)

01.22 Laurette Onkelinx (PS): Monsieur Borsus, un peu d'attention, s'il vous plaît: 15 milliards plus ce qui concernait l'impôt des sociétés.

01.23 Richard Miller (MR): (...)

Le **président**: Veuillez continuer, madame Onkelinx.

01.24 Laurette Onkelinx (PS): M. le président m'invite à continuer. Et, bien entendu, comme d'habitude, je l'écoute!

Que reste-t-il des promesses ronflantes de l'avant-élections?

Je cite: "il convient d'examiner la possibilité d'un glissement vers des impôts sur d'autres revenus que ceux du travail vers des impôts indirects et/ou vers la fiscalité environnementale". "Paroles, paroles", comme disait Dalida, "encore des paroles!"

Au lieu des grandes réformes annoncées, en réalité, le gouvernement nous propose de rehausser les frais professionnels forfaitaires via une augmentation des accises sur le tabac, le diesel et certaines augmentations de TVA. Pour le reste, on verra plus tard, nous dit-on. On étudiera la question. C'est donc cela le grand *tax shift* que le gouvernement propose!

Mesdames et messieurs, la seule option réaliste pour opérer un véritable glissement qui aurait permis de diminuer les impôts sur les revenus du travail, c'était la taxation des revenus du capital et l'imposition des plus-values. C'est à ce niveau que se situent les plus importantes marges. C'est par cette voie que l'on aurait pu opérer un véritable glissement sans toucher au pouvoir d'achat de la classe moyenne, sans mettre à mal notre économie.

Qui est assez naïf pour croire encore que, si un signal clair n'est pas donné dans l'accord de gouvernement, la moindre initiative sérieuse pourra être prise par ce gouvernement. Mais il aurait sans doute fallu un peu de courage pour aller dans ce sens, pour aller dans la bonne direction. Mais non! Une nouvelle fois, il ne fallait pas toucher à ce fameux tabou. Il fallait même, contre tout logique, jusqu'à faire preuve d'idiotie, ne pas toucher au veau d'or des plus-values. Et tant pis si cela aurait permis de rendre notre système fiscal plus équitable.

Je vous cite: "Un régime progressif d'imposition des revenus suppose que les plus lourdes charges pèsent sur les épaules les plus solides". Tu parles, comme dirait l'autre! Les rentiers ne paieront aucun impôt sur les bénéfices, même plantureux, de la vente de leur paquet d'actions. Trouvez-vous cela équitable, monsieur le premier ministre? Le gouvernement pense-t-il vraiment que le miroir aux alouettes de son impôt de transparence abuse quiconque? Nous appuyons cette mesure. Nous l'avions d'ailleurs proposée, il n'y a pas si longtemps. Mais, il est ici question d'une mesure de lutte contre la fraude fiscale et évidemment pas d'un impôt sur le capital.

Imposer les revenus du capital: au contraire, le gouvernement diminue les prélèvements en instaurant un système qui équivaut à réinstaurer un précompte mobilier de 10 % sur certains dividendes. Et pourtant le Conseil supérieur des Finances avait estimé qu'un véritable *tax shift*, où tous les tabous seraient levés, pouvait permettre de rapporter – je cite – "4 milliards par an". Grâce à cela, il aurait été possible d'investir au profit des travailleurs et au profit des petites et moyennes entreprises.

De la même manière, ne doit-on pas s'étonner qu'un gouvernement qui prétend vouloir lutter contre la fraude, qui prône le renforcement de la collaboration entre les services d'inspection des SPF éparpille bizarrement en son sein les compétences en matière de lutte contre la fraude fiscale et de lutte contre la fraude sociale. Étrange conception de l'efficacité: faites ce que je dis et pas ce que je fais.

Plus étrange encore: la lutte contre la fraude fiscale et la lutte contre la pauvreté relèvent de la compétence d'une même secrétaire d'État. Pure coïncidence, bien sûr, à moins que, pour certains, il n'existe une corrélation entre pauvreté et fraude: à quoi tous ces gens sans travail peuvent-ils bien occuper leurs journées? C'est ce qu'il faut comprendre à demi-mot.

Mesdames et messieurs, je suis également étonnée par les autres mesures de compétitivité. En effet, à la lecture des propositions, on ne peut manquer de voir à quel point le projet qui nous est présenté est exclusivement pensé et construit pour le patronat. Il est, par exemple, frappant de constater que le salaire est toujours appréhendé comme un coût et jamais comme un revenu.

C'est ce prisme patronal qui explique l'obsession du gouvernement sur ce point. Pour lui, tous les moyens sont bons pour réduire les salaires; le blocage des salaires réels d'abord, le saut d'index ensuite, les modifications structurelles de la loi de 1996 pour étouffer tout espoir de récupérer demain ce qui sera perdu aujourd'hui. Rien que par le saut d'index, pour un salaire très moyen, il s'agit d'un hold-up de 400 euros par an.

Nous ne disons pas que la maîtrise des salaires ne se justifie jamais. Lorsqu'un écart s'était créé avec l'Allemagne du fait de l'accélération de l'inflation chez nous, nous avons nous-mêmes accepté d'intervenir, pour autant que l'on maintienne l'indexation par ailleurs. Mais aujourd'hui, l'écart salarial se réduit et aucun élément objectif ne justifie que l'on empêche les salaires de progresser avec la croissance de l'économie. Votre posture en la matière est purement idéologique.

Les partis de droite aiment à vanter la valeur travail. Ils l'opposent volontiers à la culture de l'assistantat qu'entreprendrait l'État providence. Cette posture autour de la valeur travail se trouve clarifiée dans le présent projet. La droite aime le travail comme un concept, mais elle n'a que faire des travailleurs! Ceux-ci sont des instruments utiles qui doivent coûter le moins cher possible et, idéalement, avoir le bon goût de rester à leur place.

Pour nous, le travail doit idéalement être une source de réalisation personnelle pour le travailleur. C'est à travers le statut qu'il offre et la rémunération qu'il génère que le travail est émancipateur. Cela n'a pas de sens de distinguer travail et salaire. Pour nous, votre guerre contre le salaire est fondamentalement une guerre contre le travail! Une guerre qui se mène d'ailleurs sur plusieurs fronts. Diminuer le salaire des travailleurs ne vous suffit pas. Il vous faut aussi vous attaquer aux règles qui les protègent: flexibilisation des horaires et du travail nocturne, accélération des procédures de licenciement, réduction des préavis.

Je pense qu'il n'y a pas une seule revendication de la FEB que l'on ne retrouve pas d'une manière ou d'une autre dans votre projet d'accord. Toutes ces règles protectrices, vous les présentez à sa suite comme des obstacles à la croissance et à la compétitivité. Vous n'évoquez même pas l'impact que ces changements pourraient avoir sur la qualité de vie des travailleurs. Votre indifférence à leur égard est sidérante!

À côté de ces efforts imposés aux travailleurs, l'État lui-même contribue à l'amélioration de la compétitivité en procédant à une réforme des cotisations patronales.

Le **président**: M. Beke peut-il intervenir?

01.25 Laurette Onkelinx (PS): (...)

Le **président**: Soyez certaine que je tiens compte des interruptions, madame!

01.26 Laurette Onkelinx (PS): Mais je peux rester toute la matinée, toute la journée...

01.27 Wouter Beke (CD&V): Mevrouw Onkelinx, u maakt er werkelijk een karikatuur van.

01.28 Laurette Onkelinx (PS): Nee, ik ga daarmee niet akkoord.

01.29 Wouter Beke (CD&V): Ik zal u zeggen waarom. Met de vorige regering hebben wij ingezet op werkgelegenheid, jobs en werkcreatie en dat doen we met de nieuwe regering ook. Met de vorige regering hebben wij, om de flexibiliteit van de arbeidsmarkt te vergroten, de degressiviteit van de werkloosheidsuitkeringen ingevoerd. We hebben de inschakelingsuitkeringen ingevoerd. We hebben een competitiviteitspact gesloten, dat we in deze legislatuur zullen uitvoeren. Zeggen dat de vorige regering er was voor de werknemers en dat de huidige tegen de werknemers is, is fout. Deze regering maakt een keuze om er niet alleen te zijn voor de mensen die vandaag een job hebben, maar ook voor degenen die er morgen en overmorgen een willen hebben. Dat is de keuze, die wij maken.

01.30 Laurette Onkelinx (PS): Monsieur Beke, vous ne m'aurez pas sur le sujet, parce que je ne renie pas...

Cela devient un peu bizarre!

01.31 Wouter Beke (CD&V): Mevrouw Onkelinx, we kunnen discussiëren over de methode, maar in de vorige legislatuur hebben we ook ingegrepen in de index. Het is op voorstel van sp.a geweest dat men de btw op de elektriciteit heeft verlaagd.

01.32 Laurette Onkelinx (PS): Vous vous y êtes toujours opposés.

01.33 Wouter Beke (CD&V): Er waren goede redenen om daartegen te zijn

01.34 Laurette Onkelinx (PS): Dat zegt u!

01.35 Wouter Beke (CD&V): Maar we hebben geassumeerd.

Het gevolg was dat we eigenlijk een indexsprong via de achterdeur hebben gedaan. Nu komt er een indexsprong en – ik geef toe, mevrouw Onkelinx – die valt ook ons zwaar. Ik geef dat toe, maar het is wel een gecorrigeerde indexsprong!

We gebruiken 100 % van de welvaartsenvelop en er komt 127 miljoen euro bij voor de uitkeringsgerechtigden en de gepensioneerden. Daarmee doen we twee keer zoveel als in de vorige legislatuur. Ter compensatie geven we 1 miljard euro terug – want u spreekt over 400 euro – aan de mensen die werken, en in totaal 1,6 miljard euro via de welvaartsenvelop.

Het is correct wanneer u zegt dat de vorige regering er één was voor de mensen die werken. Maar de volgende regering – deze regering – zal er ook zo één zijn, met keuzes die economisch verantwoord en

sociaal aanvaardbaar zijn.

01.36 Karin Temmerman (sp.a): Mijnheer Beke, ik zal het straks herhalen. U stelt mij alvast teleur met uw kennis over de index. Het is een fabeltje, wat door u en uw collega's al een hele tijd wordt verteld, dat er in de vorige legislatuur een verdoken indexsprong is geweest.

Ik hoef u toch niet uit te leggen hoe de index werkt. Als de prijzen stijgen, stijgen ook de lonen. Men neemt daarbij de prijzen van goeden en diensten die men normaal nodig heeft om van te leven. Wat heeft de vorige regering gedaan? Ze heeft gekeken naar wat er in de korf zat en heeft vastgesteld dat in de korf rekening werd gehouden met prijzen van goederen en diensten die eigenlijk niet meer van deze tijd zijn. Men keek bijvoorbeeld naar de prijs van de telefoon in plaats van die van de gsm. En dat noemt u een verdoken indexsprong.

We hebben er ook voor gezorgd in de vorige legislatuur dat de prijzen voor de energie, voor de elektriciteit zijn gedaald. Ook dat moet men natuurlijk meenemen in de index.

Het was helemaal geen verdoken indexsprong, wij hebben gewoon rekening gehouden met de reële prijzen. Niet alleen doet u via de Vlaamse regering de prijzen stijgen van elektriciteit en van kinderopvang, alsook de prijzen inzake de schoolgaande jeugd, nu beslist u via de federale regering ook nog eens de lonen te doen dalen, want u zegt dat u een indexsprong van 2 % doet. U bedriegt de mensen, wanneer u zegt dat wie werkt, in de toekomst meer zal verdienen.

Ik heb nog een laatste punt. U zegt dat u dat compenseert. Mijnheer Beke, u zult zelf wel uitgerekend hebben hoe groot die compensatie is. Die dekt helemaal niet wat u de mensen afneemt! Helemaal niet, excuseer!

01.37 Laurette Onkelinx (PS): Je voudrais également dire à M. Beke, avec lequel nous avons beaucoup négocié, que je ne renie absolument pas ce qui a été fait sous l'ancienne législature. Je vous ai dit tout à l'heure que vous ne trouverez jamais devant vous une personne qui dit: "il n'y a qu'à..." Non, des efforts, il faut en consentir! Nous n'avons pas touché à l'indexation des salaires, nous n'avons pas préconisé de saut d'index et nous avons augmenté une partie des salaires, notamment les bas salaires. Cela, c'était une politique importante et intelligente.

Par ailleurs, j'ai cru comprendre que, pendant les négociations, effectivement comme vous me le dites, il était difficile pour vous d'accepter un saut d'index. Pour nous, cela aurait été impossible! Vous êtes plus souple. Mais j'ai cru comprendre aussi qu'à titre de compensation, vous alliez réclamer une imposition sur les plus-values. Vous ne l'avez pas eue, monsieur Beke. Donc, vous avez "chiqué" et le saut d'index et l'absence de mesures envers le capital. Aussi, je vous en prie, ne venez pas donner de leçons!

01.38 Wouter Beke (CD&V): Mevrouw Onkelinx, jammer, maar helaas, dat klopt niet. Wij zullen in 2015 de welvaartsenveloppe, waarvan 60 % werd uitgekeerd, optrekken tot meer dan 120 %, om voor de uitkeringen en de pensioenen de compensatie van de index te geven. Dat is dus twee keer zoveel als in de vorige legislatuur. Dat zal alles samen ongeveer 400 miljoen kosten. Die 400 miljoen zullen komen uit inkomsten uit vermogen.

01.39 Laurette Onkelinx (PS): Je me réjouis de vous voir en commission pour que nous puissions vous montrer ce qui a exactement été décidé.

01.40 Karin Temmerman (sp.a): Een kleine opmerking: uit een heel klein beetje inkomsten van de grote vermogens en zeker geen meerwaardebelasting.

01.41 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): De heer Beke vervult zijn rol als partijvoorzitter met verve, maar ik denk dat het toch belangrijk is om dicht genoeg bij de realiteit te blijven, bijvoorbeeld op het vlak van vermogensfiscaliteit.

Ik weet niet of u hier gisteren was, maar onze fractie was vragende partij om de cijfers, verbonden aan dit regeerakkoord, op tafel te hebben. Die zijn niet rondgedeeld.

Met betrekking tot de vermogensfiscaliteit is het nu eens 500, dan weer 600, dan 400 miljoen. Het is telkens

iets anders.

De conclusie over de fiscale verschuiving is voor ons al gemaakt. De partijen die zeiden voor een *tax shift* te zijn, waaronder de uwe, hebben verloren. Zij hebben dat niet gerealiseerd. De inkomsten uit vermogens zullen met 0,1 % van het bbp toenemen richting 2019.

Hebt u onderhandeld voor 0,1 % fiscale verschuiving? Hebt u campagne gevoerd voor 0,1 % fiscale verschuiving? Dat is geen *tax shift*. De enige *tax shift* die er is, is naar mensen die werken, naar mensen die het moeilijk hebben. Ik citeer Marc Leemans, u welbekend.

01.42 Laurette Onkelinx (PS): Monsieur Beke, je voulais ajouter qu'à côté des efforts imposés aux travailleurs, l'État lui-même contribue à l'amélioration de la compétitivité en procédant à une réforme des cotisations patronales. Mais, ici aussi, le choix des modalités est assez étonnant!

Alors que toutes les études s'accordent pour souligner l'intérêt de concentrer les aides à l'emploi sur les publics moins qualifiés, qui touchent dès lors généralement les bas salaires, vous avez choisi de ne rien prévoir pour ceux-ci et de consacrer toute votre enveloppe à ceux dont le taux effectif est aujourd'hui supérieur à 25 %, c'est-à-dire le milieu, voire le haut de la distribution salariale. Ce choix aussi, monsieur Beke, me paraît incompréhensible!

En définitive, vous prétendez remettre à flot l'économie belge en imposant des efforts douloureux aux travailleurs et en accordant des cadeaux inutiles aux patrons. Vous comprendrez que, dans ce cadre-là, le public ne puisse pas applaudir ce fameux courage. Vous détenez à présent beaucoup de pouvoir, y compris celui d'être injuste. Je pense qu'il faut avoir la décence, tout de même, de ne pas prendre les travailleurs pour des imbéciles!

Monsieur le président, mesdames et messieurs, mes collègues interviendront longuement sur les volets "Justice", "Sécurité" et "Immigration", où la patte de la droite est bien visible. Une politique de sécurité vire à une politique sécuritaire, dans laquelle l'obsession de l'ordre prend systématiquement le pas sur le respect des libertés individuelles et où rien n'est dit, ou si peu, sur les politiques de réinsertion sociale dont nous avons pourtant tellement besoin.

Je me permettrai de souligner deux éléments liés au département de la Justice. Le gouvernement, dites-vous, examinera de quelle manière la Justice pourrait s'autofinancer davantage. C'est quand même étonnant! Quelle est donc cette idée d'autofinancement? Hormis la référence aux droits de greffe, le texte reste muet. Sauf erreur de ma part, les recettes de la Justice tombent dans le pot commun du budget de l'État. Allez-vous faire une exception pour ce département et, en quelque sorte, le rendre otage de ses propres recettes? Par ailleurs, vous le savez, l'augmentation des droits de greffe et de mise au rôle va défavoriser au premier chef les personnes les plus pauvres, mais aussi les classes moyennes - pour lesquelles le coût de la Justice est trop souvent prohibitif. Nous pouvons légitimement nous demander si, finalement, l'objectif du gouvernement n'est pas, en réalité, d'appauvrir le pouvoir judiciaire.

Autre chose: avant les élections, un grand débat a réuni tous les partis, à l'initiative du barreau, au sujet de l'aide juridique. J'étais présente avec plusieurs collègues. Or votre parti, monsieur le premier ministre, par la voix de Mme Marghem, avait promis des moyens supplémentaires pour sortir de la logique de l'enveloppe fermée.

Dans votre réponse, je vous demanderai simplement de préciser comment on réalise cette promesse dans le texte de l'accord.

Avant de conclure, je voudrais encore évoquer trois points particuliers de votre accord: la remise en cause de la sortie du nucléaire, la politique internationale de notre pays et la place de Bruxelles.

Ce gouvernement prétend le contraire mais il me semble – certains de mes collègues y reviendront – qu'on enterre bel et bien la sortie du nucléaire. Vous faites croire que vous prolongez Doel 1 et Doel 2 pour répondre au risque de pénurie d'électricité pour cet hiver et l'hiver prochain, mais vous savez pertinemment que cette prolongation n'augmentera pas la sécurité d'approvisionnement dans les deux ans à venir. Pourquoi prolonger de dix ans ces deux réacteurs si ce n'est pas pour remettre en question la sortie du nucléaire? Mon groupe dénoncera cette prolongation qui nécessite de très lourds investissements, qui se feront au détriment du maintien ou du développement d'autres sources de production nucléaire. Je vous

pose la question: quel sera le soutien de ce gouvernement aux centrales au gaz qui sont pourtant indispensables? Quel sera le soutien de ce gouvernement pour le renouvelable? Selon moi, la prolongation de ces deux réacteurs est un mauvais signal donné aux autres investisseurs qu'Electrabel, dans le cadre du développement du mix énergétique.

Par ailleurs, pour mon groupe, votre approche de l'international semble problématique. Peut-être n'ai-je pas bien compris. On a l'impression d'un gouvernement beaucoup plus va-t-en-guerre et d'un gouvernement de relations internationales très fortement imprégné par la nécessité des relations économiques. L'humanitaire, la solidarité internationale et l'aide aux populations sont eux passés sous silence. La coopération au développement se résumera désormais à une lutte contre l'immigration et se doit – je cite –: "d'apporter une valeur ajoutée à nos entreprises". Pendant que pas une ligne ne parle, par exemple, de la lutte contre la faim dans le monde.

En Défense, les premières mesures annoncées s'inscrivent dans une conception particulière d'attaque plutôt que de défense: retrait de notre mission ONU de déminage au Liban pour, en revanche, retourner avec l'OTAN en Afghanistan, annonce de l'achat d'avions de chasse avant même de définir la moindre stratégie sur le long terme, tant dans une coordination européenne que dans la recherche de retombées économiques pour notre pays, pendant qu'on demande à nos concitoyens de se serrer la ceinture.

Fermeture évoquée – j'espère que ce ne sera pas le cas – de l'Hôpital Militaire qui, pourtant, joue un rôle crucial dans le secteur des soins de notre pays et aurait pu jouer un rôle extrêmement important dans la crise Ebola.

Monsieur le ministre du gouvernement précédent, je vous avais écrit pour vous dire qu'il me semblait utile qu'une unité de l'Hôpital Militaire puisse accueillir les patients Ebola, comme cela se fait dans d'autres pays. J'espère véritablement que l'on ne mettra pas à mal ce projet qui est indispensable si l'on veut accueillir des patients ayant contracté cette maladie.

Mesdames et messieurs, notre pays était petit par sa taille mais grand par ses relations internationales et diplomatiques et par son aide humanitaire. J'espère qu'il ne deviendra pas désormais un acteur atlantiste aveugle au nom de l'intérêt du marché et des actions qui rapportent à court terme.

Enfin, je suis stupéfaite du peu de cas que vous faites dans votre déclaration de la place de la capitale de ce pays, Bruxelles. Quelques mots à peine, non pour lui garantir son statut, ses moyens de capitale du pays, non pas pour indiquer une quelconque volonté de mener, avec les décideurs régionaux, quelques grands projets pour assurer son rayonnement international. Non, vous en parlez dans le chapitre "Secteur financier, banques et assurances"! Votre ambition pour Bruxelles est simplement d'en faire un centre financier qui doit "répondre aux besoins du monde des entreprises et des prestataires de services financiers". Quel manque de considération pour cette région et pour ses habitants! Est-ce là encore l'influence du grand architecte de votre accord, l'Anversois qui, comme chacun le sait, n'en a rien à faire de la capitale de ce pays?

Voilà, monsieur le premier ministre, ce que je voulais vous dire.

J'ai dit que, par votre gouvernement, par vos choix, mais aussi par vos silences, la Belgique entrait dans une zone de turbulences. Je ne m'en réjouis pas.

Comme vous, j'aime mon pays qui a su construire, sur la base d'un corps de valeurs fortes, un modèle économique et social qui l'a porté à l'un des meilleurs classements sur l'échelle mondiale du bien-être.

On peut et on doit toujours faire mieux. On doit développer davantage la solidarité vis-à-vis des hommes et des femmes qui connaissent des difficultés de vie. On doit soutenir mieux encore les travailleurs, le secteur économique et notamment nos petites et moyennes entreprises qui sont la sève de notre économie. Mais pour y arriver tout en respectant les échéances de retour à l'équilibre, il ne fallait pas adopter une politique de rupture, comme vous le proposez, qui risque de casser toutes les évolutions construites au fil du temps. Le courage, ce n'est pas d'être un béni-oui-oui de l'idéologie libérale développée, entre autres, par le FMI. Le courage, ce n'est pas de demander aux plus faibles de participer plus que les autres à l'allègement de notre déficit. Le courage, ce n'est pas de se donner à un parti qui menace notre avenir commun. Le courage, ce n'est pas de vouloir le pouvoir à tout prix.

Vous faites fausse route, monsieur le premier ministre! L'opposition socialiste va se déployer pour vous le

rappeler.

Nous n'allons pas faire aujourd'hui ce que nous avons condamné hier. Nous n'allons pas tout à coup – je l'ai dit à plusieurs reprises – nous perdre en vociférations démagogiques et populistes. J'ai toujours eu une sainte horreur des "il n'y a qu'à" et je ne changerai pas d'avis à ce sujet! Le PS veut constituer une opposition qui dénonce quand cela est nécessaire, mais qui débat aussi, qui propose et qui soutient ce qui doit éventuellement l'être.

Bref, en vous refusant la confiance, le PS est prêt pour une opposition de résistance et d'espoir.

(Applaudissements)

01.43 Hendrik Vuye (N-VA): Mijnheer de voorzitter, collega's, het zal u wellicht niet verwonderen dat ik heel wat positiever zal zijn dan de vorige spreekster. Het zal u waarschijnlijk verheugen dat ik het ook heel wat korter zal houden dan de vorige spreekster.

Eerst en vooral wil ik de eerste minister van harte feliciteren met zijn project. Het is een mooi project, het is een coherent project, het is een project met visie. Het is een project dat toelaat om beleid te voeren. Het is ooit anders geweest; we hebben de tijden gekend van *concilier l'inconciliable*, maar die zijn gelukkig voorbij.

Ik wil de eerste minister ook feliciteren met zijn uitmuntende kennis van het Nederlands. Ook dat is in recente tijden wel eens anders geweest.

Wat de N-VA betreft is deze coalitie het logische gevolg van de verkiezingen van 25 mei 2014. Het zal sommigen misschien pijn doen om het te aanhoren maar de linkse partijen hebben wel de verkiezingen verloren. De PS min drie zetels, Ecolo min twee. CdH verloor stemmen; kunnen zij nog zetels verliezen? De MR won er twee zetels bij. Aan Vlaamse kant is er een heel duidelijke meerderheid van Open Vld, CD&V en N-VA. Het is dus duidelijk dat in die omstandigheden Elio II geen optie was. Het was ook duidelijk voor de N-VA dat er maar één kamikazeregering zou bestaan in dit land, met name Elio II.

Mevrouw Onkelinx stelde daarnet de vraag waarom de N-VA in de regering zit. Ik zal daarop antwoorden. Omdat iedereen het zo goed vond in uw Elio I dat niemand behalve de PS bereid was om verder te gaan met de regering-Di Rupo.

(...): (...)

01.44 Hendrik Vuye (N-VA): In Sjanghai, mevrouw.

De waarheid is ook dat de partijen die zich progressief opstellen, zoals de PS, eigenlijk niet zorgen voor progressie. Waar was de progressie de laatste jaren? Ik hoop dat die progressie er zal komen — en ik ben er zelfs zeker van — als opzet van deze regering. Er zijn heel duidelijke doelstellingen, namelijk de belastingdruk te doen dalen, wat uniek zal zijn, het overheidsbeslag te doen dalen, wat eveneens uniek zal zijn, en we krijgen de grootste sanering ooit, met een competitiviteitshock en met een begroting in evenwicht vanaf 2018. Ik herinner er graag aan dat de datum van 2018 net degene was die in ons programma stond.

Wij zullen dat doen via structurele hervormingen, met het herstellen van het concurrentiepact. Wij zullen de loonkostenhandicap, die sedert 1996 is ontstaan, wegwerken en wij zullen de werkgeversbijdragen voor de RSZ verminderen, met name van 33 % naar 25 %, wat een aanzienlijke vermindering is. U zult ook in de media hebben gelezen dat voormelde plannen door de Eurogroep unaniem positief werden onthaald.

De **voorzitter**: Mijnheer Vuye, de heer Calvo wil u even onderbreken.

01.45 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Mijnheer de voorzitter, mijnheer Vuye, u citeert een aantal cijfers. Ik heb gisteren in een interview met u gezien dat u verklaart dat u weliswaar nieuw bent in het Parlement, maar dat u vertrouwd bent met de parlementaire dynamiek en dat u er goesting in hebt.

U moet derhalve ook onze vraag begrijpen, die een heel eenvoudige ja/nee-vraag is, met betrekking tot de cijfers. Immers, u, een parlamentslid dat houdt van de parlementaire dynamiek, begrijpt toch dat het Parlement niet alleen vrede neemt met de cijfers die u citeert, maar de volledige budgettaire tabel wil. Bent u het daarmee eens of hebt u een probleem met dergelijke transparantie?

01.46 Hendrik Vuye (N-VA): Mijnheer Calvo, een parlements lid met uw ervaring zou moeten weten dat dergelijke cijfers aan de regering en niet aan de fractieleider van de oppositie moeten worden gevraagd. Men vraagt die cijfers niet aan een parlements lid maar aan de regering.

01.47 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Mijnheer Vuye, ik weet dat de N-VA een strak geleide partij is. Indien het echter al taboe is om de mening van een parlements lid te vragen over het functioneren van het Parlement en over de parlementaire transparantie, dan is het wel heel ver gekomen.

Mijn vraag is dus heel logisch. Acht u zulks in uw hoedanigheid van parlements lid normaal?

01.48 Hendrik Vuye (N-VA): Ik dank u voor uw appreciatie van de N-VA. Ik neem ze mee.

De **voorzitter**: Minister Jamar vraagt het woord.

01.49 Minister **Hervé Jamar**: Mijnheer de voorzitter, er wordt veel over cijfers gesproken. Ik vraag nog een beetje geduld, twee of drie uur.

Excusez-moi: en Wallonie, un gouvernement s'est installé ce 22 juillet; en Fédération Wallonie-Bruxelles, il y a peu également. Pourtant, nous n'avons toujours pas les tableaux que j'attends afin de les envoyer à la Commission européenne. Et nous, nous aurions dû disposer des chiffres depuis avant-hier alors que c'est le jour où notre gouvernement a été constitué! Vous les recevrez cet après-midi.

01.50 Jean-Marc Nollet (Ecolo-Groen): Monsieur le président, comme mon collègue M. Calvo, je voulais m'empressement de remercier le gouvernement et le ministre du Budget de la remise des chiffres. En effet, c'est fondamental: derrière les beaux discours prononcés, les chiffres devraient nous permettre d'y voir clair. J'attends donc ces tableaux.

J'entends bien que, pour la Région wallonne et la Fédération Wallonie-Bruxelles, vous n'en disposez pas. Qu'importe! Entamons le débat selon les chiffres fédéraux. Nous les attendons donc à 14 h 00 et nous pourrions alors reprendre sur des bases chiffrées.

01.51 Hervé Jamar, ministre: Ne dites pas "qu'importe". Nous devons tenir compte des Entité I et Entité II. J'attends l'Entité II pour envoyer le tout. Chez nous, tout est en ordre.

01.52 Karin Temmerman (sp.a): Mijnheer de minister van Begroting, u zegt dat het traag gaat, maar ik wil er u wel op wijzen dat zowel de eerste minister als een aantal andere ministers hebben gezegd dat de tabellen al lang klaar waren.

Wij zijn zeer blij dat wij de cijfers vanmiddag zullen krijgen, en ik stel dan voor dat wij de vergadering nu schorsen, tot wanneer wij de tabellen hebben. Als u er toch zo zeker van bent dat wij die over twee uur zullen hebben, laat ons dan een eerlijk debat voeren, met de cijfers in de hand, en de vergadering vanaf nu gedurende twee uur schorsen.

De **voorzitter**: Gaat u maar door, mijnheer Vuye.

01.53 Hendrik Vuye (N-VA): Mijnheer de voorzitter, ik heb gesproken over het wegwerken van de loonhandicap. Ik heb ook gesproken over de...

01.54 Karin Temmerman (sp.a): Mijnheer de minister, ik weet dat alles nieuw is en dat het voor u nog wat wennen is en misschien heb ik mij verkeerd uitgedrukt, maar ik heb u een duidelijke vraag gesteld, met name laten wij de vergadering gedurende twee uur schorsen, tot wij de tabellen hebben. Ik vraag u ook een antwoord.

01.55 Hervé Jamar, ministre: C'est matériellement impossible, ils doivent tourner.

01.56 Denis Ducarme (MR): Monsieur le président, je suis un peu surpris que nous recommencions le débat d'hier.

Pour clarifier immédiatement la suite de nos travaux suite à cette proposition parfaitement légitime de la part de l'opposition, je propose de passer à un vote concernant cette proposition de Mme Temmerman.

01.57 Hendrik Vuye (N-VA): Mijnheer de voorzitter, ik kan in elk geval voortdoen zonder de cijfers.

De **voorzitter**: Dat weet ik. Ik stel voor dat, als er een voorstel is, u dan een motie indient en dan zullen wij ons daarover uitspreken. Iedereen kan hier op eender welk moment een schorsing vragen. U kunt toch niet veronderstellen dat wij daarop dan ingaan? Als u gegronde redenen hebt, dient u maar een motie in en dan zullen wij daarover stemmen. Ik stel nu voor dat de heer Vuye verdergaat.

01.58 Karin Temmerman (sp.a): Mijnheer de voorzitter, u zegt dat het niet is omdat er een voorstel is dat "wij" daarop moeten ingaan. Kunt u even verduidelijken wie "wij" zijn?

De **voorzitter**: De vergadering.

01.59 Karin Temmerman (sp.a): De vergadering.

De **voorzitter**: Mevrouw Temmerman, als er een voorstel van dading is, zal de vergadering zich daarover uitspreken. En nu heeft de heer Vuye het woord.

01.60 Hendrik Vuye (N-VA): Ik heb het daarnet gehad over het wegwerken van de loonkostenhandicap en over de vermindering van de RSZ-werkgeversbijdrage.

Als derde punt wil ik het hebben over langer werken. Ik heb daarnet gehoord dat langer werken gelijk zou staan aan sociale achteruitgang. Ik vind dat een hoogst eigenaardige redenering. Ik denk dat minder lang werken net zal leiden tot sociale achteruitgang en dat dan net de uitkeringen en sociale voorzieningen in gevaar komen.

Wat concreet het regeerprogramma betreft, wil ik erop wijzen dat N-VA een heel standvastige partij is. Ik verwijs naar de argumenten van mijn voorganger Jan Jambon en wat hij op 8 december 2011 heeft gezegd ter gelegenheid van het debat rond de vorige regering.

N-VA heeft toen tegengestemd omdat er massale belastingverhogingen waren, omdat er geen besparingen waren en omdat er in het akkoord niets stond over de looncompetitiviteit. N-VA is heel standvastig. Het huidige akkoord beantwoordt wel aan die drie criteria en draagt dan ook onze goedkeuring weg.

Er staan daarin een aantal zaken waarover men volgens mij flauw doet. Ik vind het flauw van de PS om over de indexsprong te spreken. U weet maar al te goed dat u die indexsprong nodig zult hebben om orde op zaken te stellen in het onderwijs van de Franse Gemeenschap.

Wat pensioenen betreft, denk ik dat iedereen goed beseft dat hier iets moest gebeuren. Wij hebben van de vorige regering een afschakelplan inzake energie geërfd. Het heeft niet veel gescheeld of er kwam een afschakelplan inzake pensioenen. Dat er in 2030 ook naar een nieuw systeem, een puntensysteem, wordt uitgekeken, is iets wat wij enkel maar kunnen toejuichen.

In het hoofdstuk over sociale vooruitgang staan ook een aantal belangrijke elementen, onder andere over armoedebestrijding. De N-VA is zagezegd de harde partij, maar de uitkeringen worden wel opgetrokken tot het niveau van de armoededrempel. Ik vraag mij eigenlijk af waarom de zachte partijen dat niet vroeger hebben gerealiseerd.

Wat Justitie betreft, voortaan zullen alle straffen worden uitgevoerd. Dat punt was belangrijk voor ons. Er komen een moderne strafwetgeving en een modern strafwetboek. Wij zullen de gerechtelijke achterstand aanpakken. Er is ook een belangrijk stuk over de modernisering van het familierecht, met onder andere een patrimoniale regeling voor de zorgkinderen en een regeling van het statuut van de zorg- en pleegouders. Ook dat is iets wat de harde partij N-VA moet realiseren en wat de zachte partijen voor ons niet hebben gerealiseerd.

01.61 Hans Bonte (sp.a): Mijnheer de voorzitter, ik wil even reageren op de karikatuur die collega Vuye maakt van harde en zachte partijen.

Het was daarnet ook min of meer de kern van het debat tussen mevrouw Onkelinx en de heer Beke over het effect van loonlastenverlagingen en de versterking van de sociale zekerheid.

Volgens u, mijnheer Vuye, is het mooie van dit verhaal dat de zogenaamde harde partij zorgt voor het terugdringen van armoede. Veel partijen zijn daar gevoelig voor. In ons land is er één instituut, het Centrum voor Sociaal Beleid van Herman Deleeck, dat zeer nauwgezet de effecten van de sociale zekerheid meet en maatregelen bekijkt om te bepalen of zij bestaansonzekerheid en armoede wegwerken.

Het toeval wil dat twee eminente professoren van het Centrum voor Sociaal Beleid vandaag in *De Standaard* een vrije tribune schrijven. Ik citeer: "Het is altijd opletten geblazen met voorspellingen, maar op basis van wat wij lezen in het regeerakkoord zullen wij nog eerder een reünie van Abba mogen meemaken, dan dat de armoede zal dalen." Dat verklaren twee onderzoekers van het Centrum voor Sociaal Beleid, de heer Marx en doctor Van Lancker, vandaag in een vrije tribune na analyse van de maatregelen uit het regeerakkoord.

De kern van hun verklaring is – iedereen die met sociale zekerheid bezig is weet dat – dat alles afhangt van de prestaties op de arbeidsmarkt. Een van de basisoorzaken waarom er volgens hen geen vooruitgang zal zijn in de strijd tegen de armoede, is dat de loonlastenverlaging waartoe werd beslist en die miljarden kost, op een zeer ondoelmatige manier invloed zal hebben op de tewerkstelling en het gevolg daarvan is een toename van de armoede. Niet ik zeg dat, niet mevrouw Onkelinx zegt dat, maar de twee toponderzoekers van het Centrum voor Sociaal Beleid.

01.62 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Ook ik heb de vrije tribune naar dewelke de heer Bonte verwijst, met veel aandacht gelezen. Eigenlijk hoeft men die zelfs niet te lezen, want het regeerakkoord zelf zegt al heel veel. Ik verwijs naar pagina 37 van het regeerakkoord zoals gepubliceerd op de website van CD&V, vermits er varianten circuleren. Daar staat zwart op wit, mijnheer Vuye, dat uw eigen regeerakkoord verwacht en erkent dat een aantal maatregelen op het vlak van de arbeidsmarkt zoals het schrappen in de wachtuitkeringen, het schrappen in deeltijds werk enzovoort, wellicht zal leiden tot een verhoging van het aantal leeflooncliënten. Meer mensen zullen zich moeten wenden tot de bijstand, zie pagina 37.

Er werden al veel vrije tribunes geschreven. Middenveldorganisaties maken zich zorgen over dit akkoord. Wat de arbeidsmarkt betreft erkent u zelf dat door dit pad te kiezen, u mensen in de armoede duwt. Dit staat in uw eigen regeerakkoord, dit is een keuze die u heel duidelijk hebt gemaakt.

01.63 Hendrik Vuye (N-VA): Mijnheer Calvo, waarom denkt u eigenlijk dat in het regeerakkoord wordt ingezet op de creatie van jobs? Net om mensen uit de armoede te halen, net daarom!

Wat Binnenlandse Zaken betreft, is er een aantal punten dat ons ten eerste kan behagen, onder andere het aanpakken van overlast en, zeker en vast, een gerichte aanpak van de radicalisering.

De N-VA heeft voor de verkiezingen aan de Vlamingen een sociaal-economische herstelregering beloofd. Wij maken deze belofte waar. Er komt herstel en wij zullen de toekomst waarborgen.

Werd het communautaire afgevoerd? Wij hebben in ieder geval beloofd, zoals het duidelijk in het regeerakkoord staat, dat het communautaire gedurende vijf jaar niet aan bod zal komen. De eerste minister heeft daar ook aan herinnerd. Wij zullen die belofte loyaal gestand doen. Op pagina 2 staat ook dat na deze legislatuur de kiezer zich zal kunnen uitspreken over de verschillende beleidsprojecten. Ik denk dat het beleidsproject van N-VA bekend is.

01.64 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Mijnheer Vuye, ik heb vastgesteld dat N-VA-woordvoerders de voorbije week vaak naar dat ene zinnetje hebben verwezen, met name dat de kiezer zich in 2019 zal kunnen uitspreken over alle dimensies van het beleid. Ik heb daar geen enkel probleem mee. Ik kijk al uit naar eventuele communautaire debatten in 2019. Maar ik heb ook de website van *Doorbraak* geraadpleegd, een website van de Vlaamse Beweging die u ongetwijfeld bekend is en die inzicht geeft in het verloop van het N-VA-congres.

Om dat congres van nationalistes over de streep te trekken heeft men gezegd: beste vrienden, wij zullen ons nog uitspreken over alle projecten, dus artikel 195 zal voor herziening vatbaar worden verklaard. Daar heb ik als advocaat geen enkel probleem mee, ik zal dat debat graag aangaan, maar kunt u nu duidelijk zeggen of er in de Atomascrifftjes wel of niet een afspraak over artikel 195 bestaat? Ja of nee, mijnheer Vuye?

01.65 **Hendrik Vuye** (N-VA): Mijnheer Calvo, als ervaren parlementslid zou u moeten weten...

01.66 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen): U hebt daarover uitspraken gedaan op uw congres, dus ik meen dat het Parlement in deze politieke situatie om uw agenda en de agenda van de heer Michel en de heer Peeters echt te kennen, recht heeft op die informatie.

01.67 **Hendrik Vuye** (N-VA): Mijnheer Calvo, alstublieft, als ervaren parlementslid zou u moeten weten dat ik evident niet zal meedelen wat en of er iets in die Atomaschriftjes staat. De cijfers krijgt u, maar de Atoma krijgt u niet!

01.68 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen): Dus er zijn Atomaschriftjes? Staat daarin een akkoord? Of het in Atomaschriftjes staat, maakt mij niet uit.

De **voorzitter**: Mijnheer Calvo!

01.69 **Kristof Calvo** (Ecolo-Groen): De heer Borsus zegt van niet. De heer Borsus zegt dat er geen akkoord is over artikel 195. Is dat zo? Ja of neen? Dat is een heel eenvoudige vraag. Dan kunnen wij de politieke situatie...

01.70 **Hendrik Vuye** (N-VA): Dien een motie in en vraag de Atomaschriftjes op.

01.71 **Karin Temmerman** (sp.a): Een motie indienen om Atomaschriftjes op te vragen, ik meen niet dat dit kan.

Mijnheer Vuye, u hebt zopas gezegd dat iedereen het eindproject van de N-VA kent. Misschien kunt u toch een kleine toelichting geven, want ik ken het niet helemaal. Kunt u een kleine toelichting geven?

01.72 **Hendrik Vuye** (N-VA): Er is u blijkbaar iets ontgaan vorig jaar. Wij hebben daarover een zeer uitvoerig congres georganiseerd. Dat is bijzonder uitvoerig uitgesmeerd in de media. Wij hebben daar ook teksten over gepubliceerd. Ik zal ze u laten toesturen.

De **voorzitter**: Mijnheer Dewael?

01.73 **Patrick Dewael** (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, het doet mij echt plezier dat elke keer wanneer ik rechtsta er commotie ontstaat in het halfroond. Dat was deze keer ook de bedoeling.

Ik stel hier een verbazende paradox vast. Tot spijt van wie het benijdt heeft de regering-Michel een engagement genomen om gedurende deze legislatuur het communautaire onaangeroerd te laten. Dat verbaast blijkbaar velen, maar dat is zo. Ik zal als meerderheidsfractieleider straks niet over het communautaire spreken. Ik meen dat mijn collega's van de meerderheid dat ook niet zullen doen. Ironisch genoeg heeft mevrouw Onkelinx in haar betoog wel indirect – ik kom hier nog op terug – gepleit voor een zekere confederale logica. Nu gaat het over artikel 195 van de Grondwet. Wie begint daar over?

(Nederlandstalige leden van de oppositie roepen "hij")

Neen.

01.74 **Hendrik Vuye** (N-VA): Ik heb het woord niet uitgesproken.

01.75 **Patrick Dewael** (Open Vld): Mijnheer Calvo heeft daarover een vraag gesteld. Hij heeft gevraagd of er al dan niet een engagement is met betrekking tot artikel 195.

Weet u welke partij voorstander was, op het einde van de vorige legislatuur, om te werken met een open grondwetsherziening en artikel 195? Dat was op dat ogenblik de Parti Socialiste. Ik stel dat maar vast.

(Applaus)

Ik zou nu graag het debat voeren over het sociaal-economische, want dat is het engagement dat wij allemaal in ons vaandel hebben geschreven voor de verkiezingen. Blijkbaar veroorzaken wij daarmee een soort van existentieel probleem bij een andere partij, die had gedacht om deze regering te kunnen bestrijden op basis van het communautaire en nu merkt dat dit hun niet lukt.

Wel, zwijg er dan alstublieft over. Voer het debat over het sociaal-economisch herstelbeleid.

(Applaus)

Op het einde van de legislatuur heeft het Parlement het grondwettelijke recht, of zelfs bijna de grondwettelijke plicht, om de artikelen aan te duiden die ze voor herziening vatbaar wil verklaren.

Ik spreek hier over het Parlement, mijnheer Wathélet. Het Parlement zal op dat ogenblik zijn rol opnemen. Of is het de bedoeling van een investituurdebat om ook dat democratisch recht aan het Parlement nu al te ontnemen?

Nogmaals, voer het debat over het sociaal-economische, over het justitiële, over het politionele en over alle andere thema's, maar stop met elke keer opnieuw communautair de lont te proberen aansteken, want dat zal u niet lukken.

01.76 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Mijn beperkte parlementaire ervaring leert mij dat als de heer Dewael zich recht zet, het nodig is. Dan voelt hij dat het nodig is om deze meerderheid in bescherming te nemen. Het siert hem dat hij dat doet.

Zijn pleidooi om het sociaal-economische alle aandacht te geven, daar ben ik helemaal voor.

Wij zijn de fractie van de samenwerking. Wij zijn de fractie van het verbinden. Ons moet men niet vertellen wat wij in dat debat moeten doen.

Collega's van uw meerderheid, mijnheer Dewael, suggereren hier en in de media dat daar een afspraak over is. De heer Michel zegt nu van niet. Dat is de enige vraag. Is daar een afspraak over? Ja of neen? Dat is een heel eenvoudige vraag. Dat maakt het voor ons gemakkelijker om een aantal demarches die in deze meerderheid gebeuren – al heel veel de afgelopen 24 uur – beter te begrijpen. Dan kennen wij de agenda van de verschillende meerderheidspartijen beter. Dan kunnen wij beter sociaal-economisch oppositie voeren, want dat is nodig met dit regeerakkoord, mijnheer Dewael.

01.77 Veerle Wouters (N-VA): Mijnheer Calvo, als u het regeerakkoord goed leest, dan ziet u dat daarin letterlijk het volgende staat: "Na afloop van deze legislatuur zal, zoals voorzien door het kiesstelsel en zoals toegestaan door de Grondwet, het aan de kiezers zijn om zich uit te spreken over de verschillende beleidsprojecten." Zoals de heer Dewael zonet heeft aangegeven, kunnen wij op het einde van de legislatuur grondwetsartikelen voorleggen. Onze premier is zijn speech gisteren ook daarmee begonnen. U hebt gisteren niet goed geluisterd.

01.78 Hendrik Vuye (N-VA): Dat is inderdaad de laatste regel van de tweede bladzijde van het regeerakkoord.

01.79 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): (...)

01.80 Hendrik Vuye (N-VA): Het zou spijtig zijn om *Doorbraak* niet te lezen, maar daar beslist u over.

Wat hebben wij, de N-VA, de Vlamingen beloofd? Wij hebben de Vlamingen een herstelregering beloofd, indien mogelijk met de PS in de oppositie. Wij doen het, na 26 jaar. Sedert de verkiezingen van 13 december 1987 zit de PS in de meerderheid. Ik meen zelfs dat u bij die verkiezingen voor het eerst verkozen werd, mevrouw Onkelinx, net als de heer Di Rupo. U zult nu – ik heb gisteren gezien dat u hiermee een beetje moeite hebt – moeten leren om oppositie te voeren. Uiteindelijk, na 26 jaar, mag u dat leren en indien u het niet moet leren, mag u het beleven.

01.81 Laurette Onkelinx (PS): (...)

01.82 Hendrik Vuye (N-VA): Indien u het niet moet leren, mag u het beleven. U hebt dat genoeg dankzij de N-VA. U zult dat genoeg hebben gedurende vijf jaar, misschien gedurende tien jaar, en als het aan mij ligt, zult u dat genoeg zelfs nog veel langer hebben.

De **voorzitter**: Gefeliciteerd met uw maidenspeech, mijnheer Vuye.

Mevrouw Temmerman heeft het woord.

01.83 Karin Temmerman (sp.a): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de eerste minister, dames en heren ministers, collega's, wij hebben eindelijk een regering. De vorming ervan heeft wel iets langer geduurd dan iedereen had verwacht. Wanneer partijen zich echter in vele bochten moeten wringen en vele beloften anders moeten vertalen, duurt het iets langer dan normaal.

Wij hebben de voorbije dagen in de pers al een paar voorsmaakjes gekregen en die smaken vrij zuur. De totaliteit van wat u, de regering, van plan bent, is ons eigenlijk pas het voorbije weekend duidelijk geworden, toen wij het volledige akkoord konden lezen.

Dames en heren, het regeerakkoord smaakt zuur. Onze vrees is immers werkelijkheid geworden. Immers, niet alleen krijgen wij, zoals ik daarstraks al aanhaalde, een factuurregering op Vlaams niveau. Wij krijgen op federaal niveau bovendien nog eens een regering die op twee principes is gestoeld, namelijk op oneerlijkheid en onrechtvaardigheid.

Dames en heren, die oneerlijkheid en onrechtvaardigheid weerspiegelen zich niet alleen in de maatregelen, die de regering neemt, maar vooral in wie de maatregelen zal betalen.

Collega's, vergis u immers niet. De regering eist niet de inspanningen van de grote vermogens, niet van de multinationals, niet van de aandeelhouders, niet van de sterke schouders. Neen, zij eist de inspanningen van de gewone mensen en van de gewone gezinnen in ons land.

Stop dus alstublieft met de mensen voor te liegen en te beweren dat er hier nu eindelijk eens een centrumrechtse regering is. Neen, collega's, er is heel duidelijk een kille rechtse regering zonder centrum.

Alle kosten en gevolgen van het voorgestelde beleid zijn integraal voor rekening van de gezinnen, voor jongeren die naar een job op zoek gaan, voor de hardwerkende alleenstaanden en voor zij die het eigenlijk nu al moeilijk hebben. Het zijn zij, die de komende jaren zullen zweten.

Het zullen niet enkel zweetdruppels zijn. Het wordt een ware kater en de kater van de giftige cocktail zal veel langer duren dan een dag. Ik kan u verzekeren dat het protest tegen de regering ook langer dan een dag zal duren. Het begint vandaag.

01.84 Wouter Beke (CD&V): Mevrouw Temmerman, een zindelijk debat over wat de regering al dan niet zal uitvoeren in de volgende jaren, is hier op zijn plaats. U maakt echter een karikatuur, alsof onze regering een kille regering zou zijn. Onze regering gaat voor economische groei en sociale vooruitgang.

Onze regering doet datgene wat uw sp.a-voorzitter jarenlang heeft aangekondigd, maar niet heeft gedaan. Ik herinner mij de uitspraken van Bruno Tobback als toenmalig minister van Pensioenen dat hij wist wat er moest gebeuren om de betaalbaarheid van de pensioenen te verzekeren, maar dat hij op de dag dat hij dat zou doen, geen stemmen meer zou halen. Welnu, over het aantal behaalde stemmen zal ik geen grapjes maken, maar onze regering doet wat er moet gebeuren.

Niet langer dan een jaar geleden – straks zullen we het wellicht nog wel over de pensioenleeftijd hebben – zei Bruno Tobback dat zijn dochter langer zou moeten werken dan tot haar 65ste als we de pensioenen betaalbaar willen houden. Welnu, onze regering maakt de keuzes die in het rapport-Vandenbroucke naar voren zijn gebracht na de verkiezingen. Onze regering voert die keuzes uit opdat we er niet mee geconfronteerd zouden worden dat een vraag die wij enkele jaren geleden in het Parlement hebben gehoord van een socialistische minister van Pensioenen, namelijk of de pensioenen in 2015 nog betaalbaar zouden zijn, bewaarheid zou worden. In de komende vijf jaar gaan honderdduizenden werkenden met pensioen. Onze regering trekt 7 miljard euro extra uit om in die toenemende pensioenbehoeften te voorzien. Dus de regering maakt wel degelijk de keuze om zekerheid, perspectief en toekomst te bieden aan de mensen. Dat is heel iets anders dan te beweren dat dat kille keuzes zijn.

01.85 Peter De Roover (N-VA): De socialisten verbazen mij hier geweldig en zeker met de beeldspraak van een kille regering, die ons doet zweten. Dat is vrij origineel. De heer Bonte was toch ook wat gedurfd wanneer hij verwees naar een studie van het centrum Deleecq, dat wel begint met de vaststelling dat geen enkele regering met de socialisten erin geslaagd is om de armoede in te perken. Mijnheer Bonte, ik stel voor dat u voortaan citeert uit bronnen die u wel gelijk geven.

Mevrouw Temmerman, ik vind ook uw bewering dat er nogal wat tijd nodig was om de regering te vormen, vreemd. Als u zelf vorige keer een regering hebt kunnen vormen na amper 541 dagen, was ook die verwijzing misschien beter achterwege gebleven.

U hebt gezegd dat het verzet daartegen al op gang komt. Mag ik u vragen wat u daar eigenlijk mee bedoelt? Hier in het verkozen parlement wordt een democratisch debat gevoerd. Betekent het volgens u dat beslissingen over regeringen elders dan in het parlement moeten genomen worden?

01.86 Karin Temmerman (sp.a): Ik zal beginnen met de laatste vraag, die u mij stelt. Het is natuurlijk de bedoeling dat wij als oppositie, hier oppositie voeren tegen uw regeerbeleid. Ik denk dat het mijn recht is, tenzij dat dat principe nu ook veranderd wordt, dat het ook in de kracht van verandering zit. Maar ik hoop van niet en uiteraard worden de beslissingen hier genomen, ik denk niet dat ik iets anders gezegd heb.

Mijnheer Beke, uiteraard moeten we keuzes maken en ik kom daar later op terug. De vraag is welke keuzes u maakt en, vooral, wie die keuzes betaalt. Daar gaat het om.

Dat we moeten zorgen dat onze burgers, onze kinderen en kleinkinderen straks een pensioen hebben, zeggen wij al jaren. Dat hebt u zelf toegegeven. Het is evident dat we daarvoor zorgen. Nogmaals, het gaat om de manier waarop u daarvoor zorgt. U hebt overigens zeer selectief het rapport-Vandenbroucke gelezen; ik kom daar later op terug.

Collega's, er is een alternatief voor wat hier voorgesteld wordt. Natuurlijk, mijnheer Beke, moeten er structurele hervormingen gebeuren, natuurlijk zijn die nodig. Maar, nogmaals, bij de uitvoering ervan kan men kiezen waar men de lasten legt. Men hoeft ze niet eenzijdig bij de gezinnen te leggen.

Collega's, het eerste alternatief is kijken naar de winsten die men haalt uit aandelen. Misschien zijn die in dit land wat hoog. Men verwijst naar de *tax shift*. Welnu, normaal moet een *tax shift* betekenen dat de lasten worden gedragen door de sterkste schouders. Ik weet niet of heer Geens nog aanwezig is...

(Het licht valt enkele tellen uit)

Dat was de geest van de heer Geens.

De heer Geens heeft in zijn hoedanigheid van minister van Financiën tijdens de vorige regering een rapport gevraagd aan de Hoge Raad voor Financiën om na te gaan op welke manier men de *tax shift* het beste zou organiseren. In augustus heeft de Hoge Raad daar antwoord op gegeven. U had dat rapport dus goed kunnen gebruiken. Hieruit bleek zeer duidelijk dat een belasting op winsten uit aandelen het beste alternatief is om de daling van de belasting op de inkomsten uit arbeid te financieren. Ook daar zijn wij voor, mijnheer Beke, voor een daling van de belasting op de inkomsten uit arbeid. Nogmaals, men moet zoeken waar men die opbrengsten haalt. Meer nog, de Hoge Raad heeft zelfs becijferd hoeveel dit zou kunnen opbrengen. Mevrouw Onkelinx heeft er al naar verwezen, het gaat om 4 miljard euro. Dat is het eerste alternatief.

Het tweede alternatief waarop deze regering zou kunnen inzetten is de fraudebestrijding, zodat iedereen bijdraagt op een eerlijke manier en — het is inderdaad een slogan — men het geld ook haalt waar het zit.

Collega's, deze regering maakt andere keuzes. Zij legt de lasten elders. Immers, wie moet de inspanningen leveren?

De architect van deze regering heeft meermaals gezegd dat het zal pijn doen. Jammer genoeg heeft hij gelijk gekregen. De inspanningen die men vraagt doen pijn. Ik begin met de eerste, de indexsprong. Ik had het daarnet over een opbrengst van 4 miljard euro. Deze regering kiest ervoor om een indexsprong te installeren voor de gezinnen en voor iedereen die werkt.

Het gaat om een indexsprong voor 2,6 miljard euro. Dit is geen eenmalige inspanning want uw eigen minister van Financiën heeft onlangs verklaard dat het een structurele maatregel is die de bedrijven tot in de eeuwigheid zullen meedragen. Welnu, de werknemers zullen deze indexsprong ook tot in de eeuwigheid meedragen, maar dat bent u even vergeten. Ik leg dit uit aan de hand van volgende concreet voorbeeld. Een pas afgestudeerde verpleegster van 20 jaar die pas begint te werken, heeft een brutoloon van 2 000 euro. Op het einde van haar carrière zal die zagezegd eenmalige indexsprong haar 26 170 euro gekost hebben. Dat is een belasting die kan tellen.

Eigenlijk maakt deze indexsprong, zoals ik daarnet al zei, deel uit van een een-tweetje met de Vlaamse regering, want deze heeft reeds een aantal kosten laten stijgen. Water, energie, kinderopvang, school en universiteit worden allemaal duurder en daarbovenop zal deze regering ook nog eens een indexsprong doorvoeren, waardoor de lonen in de werkelijkheid zeker zullen dalen.

01.87 Dirk Van der Maelen (sp.a): Mijnheer de voorzitter, ik zou willen vragen dat de eerste minister aanwezig blijft als de tweede grootste oppositiepartij het woord heeft over de regeerverklaring.

01.88 Karin Temmerman (sp.a): Ik zei dus dat het een een-tweetje is met de Vlaamse regering. Enerzijds de kosten verhogen en anderzijds de inkomsten, zijnde de lonen, verlagen, is weliswaar een zeer goed samenwerkingsfederalisme, maar het is niet het samenwerkingsfederalisme waar wij voor staan.

Bovendien is het evenzeer kiezersbedrog, want alle partijen die nu de federale regering vormen hebben ten tijde van de verkiezingen zeer graag verklaard dat het niet de werknemers zijn die te veel verdienen, maar de werkgevers die te veel moeten betalen.

Ik zal de heer Peeters hieromtrent citeren. Hij zei tijdens de verkiezingscampagne: "Bij ons is mensen pijn doen geen programmapunt. Wij zijn voor het wegwerken van de loonhandicap en dat doe je niet door jonge mensen te ontmoedigen, door alleenstaande ouders die zonder werk vallen het mes op de keel te zetten, door mensen die werken het loon af te pakken." Let op dat laatste punt in de verklaringen van de heer Peeters tijdens de campagne.

Dan staat u daar met uw indexsprong. Excuseert u mij, maar met een indexsprong haalt men het loon met 2 % naar beneden.

01.89 Peter Dedecker (N-VA): Mevrouw Temmerman, het is altijd zeer aandoenlijk als u uw slogan "haal het geld waar het zit" herhaalt. Heel toevallig is dat ook de slogan van de maffia. Ik weet niet of er enige gelijkenis is.

Uw alternatief is duidelijk, namelijk belastingen. Belastingen, belastingen, belastingen! Wij hebben daar tijdens de vorige legislatuur genoeg van gezien. Het resultaat is bekend, te weten dat er meer dan 20 000 mensen minder aan het werk zijn dankzij de belastinglawine van de vorige legislatuur. De liquidatiebonus alleen al heeft onnoemelijk veel kmo's over de kling gejaagd, met gigantisch veel jobverlies tot gevolg.

Als er één ding is dat prioritair is voor de regering, is het wel jobs. Jobs, jobs, jobs, jobs! Dat is de beste sociale garantie en de beste sociale bescherming.

Wat de indexsprong betreft, vergeet u te zeggen dat die sociaal gecorrigeerd is en dat wie werkt, meer zal overhouden. De forfaitaire kostenaf trek wordt verhoogd. Wie werkt, zal meer overhouden. Het zou u sieren dat ook te vermelden.

01.90 Wouter Beke (CD&V): Mevrouw Temmerman, u verwees naar Kris Peeters tijdens de campagne. Ik voel mij dan ook genoodzaakt te reageren. (*Gejoel*)

Beste collega's van de sp.a, bij ons in de partij zijn wij één en ondeelbaar.

Het klopt dat CD&V heeft gezegd dat mensen zonder job geen pijn moet worden gedaan. Het is niet hun keuze dat zij geen job hebben. Daarom hebben wij een middeltoets niet aanvaard. Daarom hebben wij een beperking van de werkloosheidsuitkeringen in de tijd niet aanvaard. Daarom hebben wij Duitse mini-jobs niet aanvaard. Wij hebben echter wel volop ingezet op de competitiviteit.

Het is natuurlijk gemakkelijk om te zeggen dat een indexsprong tegen het einde van de carrière een verlies van 26 000 euro betekent.

Wat u daar niet bijtelt, is dat wij mensen die werken via de beroepsaftrek fiscaal zullen bevoordelen.

01.91 Karin Temmerman (sp.a): U laat mij niet uitspreken. Ik kwam daarop.

01.92 Wouter Beke (CD&V): Dat telt u daar niet bij. En wat u er vooral niet bijtelt, is het gebrek aan inkomen van al degenen die vandaag geen werk vinden omdat de loonlasten te hoog zijn. Het gebrek aan inkomen dat zij na een hele carrière hebben en wat zij missen omdat er vandaag onvoldoende jobs beschikbaar zijn, dat telt u daar niet bij.

01.93 Marco Van Hees (PTB-GO!): Monsieur le président, j'entends mes collègues de la majorité dire que le programme du gouvernement c'est "jobs, jobs, jobs!". Je constate qu'il est écrit noir sur blanc qu'on va massivement supprimer des emplois dans le secteur public et qu'on ne va remplacer qu'un emploi sur cinq départs d'ici 2020. Cela signifie la suppression de 11 000 emplois. Je ne sais pas si le fait de supprimer 11 000 emplois est une politique qui crée des jobs!

01.94 Hans Bonte (sp.a): Mijnheer de voorzitter, ik wil even reageren op wat de heer Beke zegt. Hij poneert dat CD&V ervoor heeft gezorgd dat mensen zonder job geen pijn zal worden gedaan. Ik citeer opnieuw het in mijn ogen, en vroeger ook in die van u, gezaghebbende CSB van Herman Deleeck en Bea Cantillon. Het gaat over werklozen en ik citeer. "Bovendien wordt de druk op werklozen nog meer verhoogd door de invoering van verplichte gemeenschapsdienst, een symboolkwesitie die alles negeert wat wij weten over de structurele oorzaken van langdurige werkloosheid. Zoiets werkt niet, het is ook erg stigmatiserend, het is zelfs beledigend, alsof het de schuld is van de werkloze zelf".

Met andere woorden, mijnheer Beke, ik denk dat het werkloosheidsprobleem meer is dan puur een centenkwestie, met name hoeveel er op het einde van de maand via de cheque in het huishouden van de werkloze belandt. Ik denk effectief dat u hier op een stigmatiserende manier probeert iets te doen aan de langdurige werkloosheid. Ik hoop dat u dat nog kunt rechtekken, zodat u uw basisstelling om passieve mensen of mensen die werkloos zijn, geen pijn te doen, nog vooraf kunt waarmaken. U zult daarbij in elk geval op onze steun kunnen rekenen.

01.95 Minister Kris Peeters: Straks gaat het over werk en economie, maar u noemt mijn naam en u citeert mij, dus ik voel mij hiertoe verplicht.

Ik hoop dat het duidelijk is dat die indexsprong er komt. Dat is een heel delicate beslissing, zoals hier al werd gezegd. De federale regering is hiertoe gekomen om ervoor te zorgen dat wij jobs kunnen behouden en creëren. De premier heeft al onderstreept dat daarover een tripartiteoverleg wordt georganiseerd en dat werd ook heel duidelijk in het regeerakkoord opgenomen. Daarbij geven wij maximaal aan de werkgevers, maar ook aan de werknemers, het signaal dat de indexsprong gebeurt om de concurrentiekracht van de bedrijven op peil te houden, maar dat dit ook moet resulteren in jobs. Wij overleggen daarover met de sociale partners. Ik ga ervan uit dat de werkgevers dit signaal heel duidelijk hebben begrepen. Deze federale regering heeft hiertoe beslist, maar gaat er ook van uit dat hierdoor jobs worden gecreëerd. Op die manier, verwijzend naar het citaat dat u gaf, hebben wij gerealiseerd wat ik heb gezegd toen ik die woorden heb uitgesproken.

01.96 Sarah Smeyers (N-VA): Mijnheer Bonte, mijnheer Calvo, ik wou u nog eens aanspreken over dat bewust ongerust maken, want dat doet u. Ik spreek namens mijn fractie, en ik neem aan namens de hele meerderheid. Wij zullen niet toelaten dat u vijf jaar lang de mensen ongerust zult maken door te zeggen dat wij hen dat nodige duwtje niet zullen geven. U hebt het over de leefloners en de werklozen. Wij zullen er met economische stimulansen voor zorgen dat leefloners en werklozen niet lang in die situatie blijven en gedurende jaren een leefloon moeten krijgen of jaren in de werkloosheid moeten blijven. Vlaanderen en Wallonië moeten erop vertrouwen dat wij die nodige economische stimulansen nu eindelijk zullen geven, dat hebt u gedurende jaren niet gedaan.

In plaats van altijd te zeggen dat wij mensen stigmatiseren, vraag ik u dus met aandring om te stoppen met leefloners en werklozen te stigmatiseren door te zeggen dat zij blijikbaar niet geactiveerd kunnen worden en

dat hen geen arbeidsethos bijgebracht kan worden. Wij zullen hen het nodige duwtje in de rug geven en opvangen en ondersteunen waar dat nodig is. Tegelijk zullen wij hen ook helpen om snel weer voor zichzelf in te staan.

01.97 Hans Bonte (sp.a): Mevrouw Smeyers, ik wil tot in den treure herhalen dat ik puur citeer wat twee toponderzoekers van het Centrum voor Sociale Beleid in dit land vandaag in een vrije tribune schrijven. Verwijt mij dus niet dat ik u verwijt dat u te stigmatiserend zou optreden. Onderzoekers die een jarenlange ervaring hebben in het monitoren van onze sociale zekerheid zeggen dat de manier waarop in het federale regeerakkoord nagedacht wordt over de aanpak van langdurig werklozen beledigend is.

Verwijt ons niet dat wij niet voor activeringsmaatregelen zijn. Vandaag wordt er in heel wat OCMW's, ook in dat van mijn stad, volop ingezet op de activering van mensen. Dat is totaal iets anders dan wat u voorstelt en wat de verontwaardiging van de onderzoekers opwekt, met name bepaalde categorieën van langdurig werklozen verplichten om gedurende twee halve dagen per week gemeenschapsdienst te doen.

Dat is wat men als beledigend omschrijft. Dat is wat onderzoekers dr. Van Lancker en dr. Marx daarover vandaag schrijven. Die kritiek komt dus niet van ons, maar van het CSB.

Mijnheer de minister van Werk, mijnheer Peeters, ik heb zeer goed geluisterd naar wat u over de indexsprong hebt gezegd. Ik deel uw ambitie, iedereen doet dat denk ik, om engagementen te krijgen vanuit de werkgeverswereld met betrekking tot de zware inspanning die u oplegt aan uitkeringstrekkers en werkenden, en dat dit resulteert in extra jobs. Ik hoop dat u gelijk hebt.

Ik heb wel de reactie gehoord van de voorzitter van het VBO, de heer Temmerman. Ik veronderstel dat u die ook hebt gehoord. Hij zei dat hij niet ziet en niet weet op welke manier het bedrijfsleven ook maar één job kan garanderen in ruil voor die indexsprong.

Uw tripartiete overleg zal moeten dienen om de schijn hoog te houden voor een engagement dat niemand trouwens kan nemen, met name hoeveel duizenden jobs men in de toekomst zal creëren.

Mijnheer de minister, de kern van de zaak, wat ook het CSB in de gordijnen jaagt, is dat u daadwerkelijk pleit voor meer jobs maar daartoe de verkeerde maatregelen neemt, een lineaire, zeer dure loonkostenverlaging, aangevuld met een indexsprong op de kap van werkenden.

01.98 Sarah Smeyers (N-VA): Mijnheer Bonte, u doet alsof die gemeenschapsdienst een soort van alternatieve straf is. Wat is gemeenschapsdienst anders dan het blijven betrekken van mensen bij de maatschappij? Wat is gemeenschapsdienst anders dan die activering, waarvoor u als voormalig OCMW-voorzitter in Vilvoorde dan toch zo pleit? Wat is er zo verkeerd aan die gemeenschapsdienst, aan het activeren van mensen? Ik begrijp het niet.

01.99 Karin Temmerman (sp.a): Ik kan misschien antwoorden op de vraag die aan de heer Bonte is gesteld. Wij gaan ervan uit dat er bij mensen die een leefloon krijgen en mensen die het moeilijk hebben op de arbeidsmarkt moet worden gekeken wat zij kunnen en dat men hen zo veel mogelijk moet stimuleren om hen aan een job te helpen.

Wat u doet, mevrouw Smeyers, is zeggen: "U kunt niet worden gestimuleerd. U moet twee halve dagen gemeenschapsdienst doen en dan zullen wij eens kijken of u eventueel in een reguliere job kunt terecht komen".

Trouwens, mevrouw Smeyers, Jan Denys, arbeidsdeskundige, die u wellicht kent, zei onlangs in *De Standaard* over uw voorstel: "Een ernstig systeem van gemeenschapsdienst opzetten zal geld kosten, veel geld. Dit systeem zal veel meer aan de samenleving kosten dan het opbrengt".

Daarmee bedoelt hij niet alleen financieel, mevrouw Smeyers. Daarmee bedoelt hij ook dat het niet de juiste manier is om mensen die het moeilijk hebben aan een job te helpen.

Dat wordt hier bedoeld. Met uw systeem helpt u mensen niet aan een job, maar stigmatiseert u mensen die geen werk hebben.

Mijnheer de voorzitter, ik heb nog een hele reeks vragen van de vorige sprekers.

De **voorzitter**: Dan behandelt u die eerst.

01.100 Karin Temmerman (sp.a): Mijnheer Dedecker, het is heel simpel om steeds maar te zeggen dat die jobs verloren zijn gegaan door de socialisten, door de hoge loonkosten. Mag ik u erop wijzen dat die jobs verloren zijn gegaan doordat wij een financiële crisis hebben meegemaakt – dat is u misschien ontgaan – die werd veroorzaakt door de banken, en die daarna is overgegaan in een economische crisis waarvan de socialisten noch de werknemers de oorzaak zijn.

Er werd hier bovendien al een paar keer gezegd dat de indexsprong alles zal oplossen, dat die nu de grote loonkostenverlaging is. Ik heb u daarnet gezegd dat een meerwaardebelasting 4 miljard opbrengt. Dat is nog iets meer dan 2,6 miljard euro van een indexsprong en met zo'n meerwaardebelasting doet u de mensen geen pijn.

U zult sommigen, enkelen, 1 % van onze bevolking, pijn doen, maar miljoenen anderen niet. Dat is helemaal iets anders dan wat u voorstelt.

Ten tweede, en ik kom daarop straks nog terug, de fraudebestrijding. Ook daar stelt u iets heel miniems voor. Ook dat zijn mensen die veel meer zouden kunnen bijdragen en voor wie het veel eerlijker zou zijn dat zij bijdragen. Maar neen, u verkiest de indexsprong. Want dat zal nu de oplossing zijn. Mensen minder laten verdienen, daardoor zullen jobs worden gecreëerd.

Nogmaals, heel wat economen zeggen dat dit net de verkeerde manier is. Onlangs nog zei Paul De Grauwe dat men op die manier de koopkracht ontnemt en net nu, wanneer de economie weer aan het slabakken is, is dat het laatste wat men moet doen. Men moet zorgen dat er koopkracht is zodat de economie verder wordt gestimuleerd. De jobs die u zult creëren, gaan onmiddellijk verloren en zijn er ook niet.

01.101 Stefaan Vercamer (CD&V): Mevrouw Temmerman, wat die activering en die gemeenschapdiensten betreft, vind ik dat u er echt een karikatuur van maakt.

Ik weet niet of u veel ervaring hebt met de begeleiding van leefloners naar werk, maar u schildert dit af als een slecht systeem. De mensen die daarmee bezig zijn bij de OCMW's en die ik alle dagen ontmoet, vinden dat een goede stap. Dat gebeurt nu al. Het wordt nu al gedoogd omdat het een goede stap is in een traject om mensen opnieuw wat structuur te bieden, hen bij de samenleving te betrekken, hen te laten groeien en een stap dichterbij de arbeidsmarkt te komen.

De mensen op de werkvloer zullen goed werk maken van de voorwaarden en van het kader die in dit regeerakkoord zijn gecreëerd, namelijk dat het moet passen in een arbeidstraject en gelimiteerd is tot twee halve dagen. Dat is een stap vooruit in de arbeidsactivering.

01.102 Karin Temmerman (sp.a): We zullen zien.

01.103 Nahima Lanjri (CD&V): Mijnheer de voorzitter, mevrouw Temmerman, weet u wie de pionier was van de gemeenschapdiensten en van het activeren van mensen met een leefloon naar het vinden van werk? Wie was de pionier in het verkondigen dat iedereen die oren en poten aan zijn lijf heeft, moet werken? Wie was de pionier ter zake? Dat was mevrouw De Coninck.

01.104 Karin Temmerman (sp.a): Absoluut. Dat was inderdaad mevrouw De Coninck.

01.105 Nahima Lanjri (CD&V): Mevrouw De Coninck heeft het principe als eerste in Antwerpen ingevoerd. Nu gaat u ertegen tekeer. In Antwerpen is het door uw partijgenote evenwel als eerste ingevoerd.

Het was een goede maatregel die heel veel mensen nadien aan het werk heeft geholpen, eerst via het OCMW en daarna met de doorstroming naar regulier werk.

Dat is ook wat wij doorvoeren, niet alleen voor leefloners maar ook voor werklozen, via een traject van begeleiding. U mag het principe niet stigmatiseren, door te stellen dat het een straf is. Als iemand bezig is met de betrokkenen te stigmatiseren, dan bent u het wel.

01.106 **Karin Temmerman** (sp.a): Komaan zeg.

Mevrouw Lanjri, ik dank u dat het woord aan mevrouw De Coninck kan worden gegeven.

01.107 **Raoul Hedebouw** (PTB-GO!): Mijnheer de voorzitter, ik kan echt niet begrijpen hoe het komt dat CD&V, die normaal gezien nog een linkervleugel zou moeten hebben, die volgens mij echter echt wel zoek is, hier in België op een dergelijke manier het Duitse model wil toepassen, namelijk met een dogma dat stelt dat hoe meer jacht op de werklozen wordt gemaakt, hoe meer jobs er zullen worden gecreëerd.

Hoe kunt u met die logica doorgaan? Wanneer 1 000 mensen werk zoeken en u hebt 900 jobs ter beschikking, zijn er 100 werklozen. Immers, 1 000 min 900 is gelijk aan 100.

Wat u nu wilt doen, is mensen verplichten om twee keer per week maatschappelijk werk te verrichten. Een dergelijke maatregel heeft er in Duitsland toe geleid dat echte jobs door dergelijke nepjobs werden vervangen.

Het wordt tijd dat het debat ter zake in België kan worden gevoerd. Wat de mensen willen, is een echte job.

Als u werklozen uit de werkloosheid wilt halen, geef ze dan een echte job. Stop echter met te doen geloven dat de jacht op de werklozen jobs zal creëren.

01.108 **Peter Dedecker** (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mevrouw Temmerman, u hebt daarnet verwezen naar de bankencrisis als de bron van alle kwaad. Ik deel uw verontwaardiging voor een groot deel. Het toenmalig roekeloos gedrag van een aantal banken is onaanvaardbaar. Dat geldt in het bijzonder ook voor Dexia en dienaangaande kunt u voor een deel misschien verantwoording vragen aan bestuurders als Patrick Janssens, Frank Beke en Elio Di Rupo.

Het moet gezegd worden dat die bankencrisis ons land voor een aantal extra uitdagingen heeft geplaatst, uitdagingen op het vlak van begroting en schuld. Die uitdagingen waren voor ons groter dan voor andere landen, niet omdat de bankencrisis onze begroting in dermate grote problemen gebracht heeft, maar omdat die problemen voordien al bestonden. Ons begrotingstraject en onze schuld waren al problematisch vóór de bankencrisis. Die 300 miljard euro schuld was er al tevoren.

01.109 **Karin Temmerman** (sp.a): Graag feiten, mijnheer Dedecker. De schuldgraad is gedaald tot 2007. Vanaf 2007, sinds de economische crisis, is ze terug gestegen. U moet de statistieken eens nagaan. De schuldgraad is trouwens gedaald, telkens toen er socialisten in de regering zaten.

(Applaus)

01.110 **Peter Dedecker** (N-VA): Mevrouw Temmerman, u kunt misschien zeggen dat de schuldgraad voor een stuk gedaald is...

01.111 **Karin Temmerman** (sp.a): Ik krijg dus toch gelijk.

01.112 **Peter Dedecker** (N-VA): ... maar wij komen van een gigantische schuldenberg. In het verleden verklaarde een politicus ooit nog dat hij niet wist vanwaar die schuld gekomen was en hij meende dat die schuld ooit nog wel eens vanzelf zou weggaan.

01.113 **Karin Temmerman** (sp.a): Welnu, onder socialisten is de schuld gedaald, mijnheer Dedecker, en ze is terug gestegen sinds 2007.

De **voorzitter**: Laat u de heer Dedecker zijn punt maken.

01.114 **Peter Dedecker** (N-VA): Mevrouw Temmerman, u vergeet dat die schuld ook opgebouwd is door socialisten. Die schuld remt ons vandaag in het nemen van de nodige maatregelen. Ondanks die schuld, zal onze regering maatregelen nemen om de concurrentiekracht te verbeteren, om de overheidsfinanciën (...)

01.115 Karin Temmerman (sp.a): Ja, op kap van de gewone gezinnen. Daar hebt u gelijk in: de regering zal maatregelen nemen op kap van de gewone gezinnen.

De **voorzitter**: Mevrouw De Coninck vraagt het woord.

01.116 Monica De Coninck (sp.a): Ik weet dat er een ongeschreven regel bestaat dat een ex-minister over zijn bevoegdheid niet het woord neemt en ik wil dat ook respecteren. Maar voor alle duidelijkheid, mevrouw Lanjri, u hebt verwezen naar mijn activiteiten als OCMW-voorzitter in Antwerpen en het beleid rond activering.

Ik blijf daar achter staan en ik vind dat mensen aan een job helpen de finaliteit van activering is. Als men een job heeft, is men geïntegreerd in onze maatschappij. Men kan daar voor of tegen zijn, maar het is gewoon een vaststelling. Ik denk dat er genoeg instrumenten zijn zoals artikel 60, maar ik hoor dat men dat wenst af te schaffen en dat men ook OCMW's wenst af te schaffen.

Er zijn genoeg instrumenten om personen te helpen om die positieve doelstelling te realiseren, vanuit een positieve dynamiek en dat kan ook vrijwilligerswerk zijn. Maar waar ik mij absoluut tegen verzet, is dat men op zijn minst eerst 6 500 personen op straat zal zetten, waarna men hen zal opleggen om voor hun uitkering maar een beetje gemeenschapsdienst te doen. Dat is eigenlijk nog erger dan in Duitsland, want daar heeft men mini-jobs gecreëerd, die nog een beetje werden betaald.

01.117 Minister Kris Peeters: Mijnheer de voorzitter, ik ga er vanuit dat we nog de gelegenheid krijgen om over de gemeenschapsdienst uitgebreid van gedachten te wisselen. Maar ik zou toch een aantal geruchten, waarop zelfs onderzoekers zich baseren, uit de wereld willen helpen.

Als u het regeerakkoord hebt gelezen op pagina 11 van de gedrukte versie – CD&V-versie mag u ook gebruiken –, dan staat daar niets in over twee dagen. Daar is alleen uitdrukkelijk gesteld dat de regering de werkloosheidsreglementering zal aanpassen met betrekking tot de werkzoekende nadat hij of zij meer dan twee jaar werkzoekende is om prestaties te leveren ten dienste van de samenleving met behoud van zijn of haar recht op werkloosheidsuitkering en om een opleiding te volgen in een knelpuntberoep of bedrijfsstages te voltooien.

Ik denk dat we met die passage op een verstandige manier gemeenschapsdiensten kunnen invoeren. We zullen daar ook overleg over plegen. Onderzoekers en anderen sturen geruchten de wereld in alsof wij de OCMW's zouden afschaffen. Ik weet niet waar u dat gelezen hebt in het regeerakkoord, maar ik hoop dat we daarover kunnen discussiëren op een correcte wijze en dat we ook tekst en uitleg kunnen geven, om bepaalde bezorgdheden, die u hebt, de wereld uit te helpen.

01.118 Eric Van Rompuy (CD&V): Mijnheer de voorzitter, ik wil nog even ingaan op de indexsprong.

Op Patrick Dewael na ben ik de enige in het halfrond, die de periode heeft meegemaakt waarin de socialisten hier in de oppositie zaten en radicale oppositie voerden tegen het herstelbeleid. De vader van Laurette Onkelinx was daar toen trouwens ook bij. André Cools zat hier toen nog, evenals de heer Willockx. Dat is lang geleden. Mevrouw Detiège, in de jaren 80 hadden we ook een competitiviteitsprobleem, dat zelfs veel groter was dan nu. Toen hadden we een loonhandicap van 15 % ten opzichte van andere landen, nu is dat 5 %.

We doen dat nu, omdat, als men geen trendbreuk veroorzaakt inzake het competitiviteitsprobleem, we er niet in zullen slagen om werkgelegenheid te creëren. Mijnheer Bonte, u citeert vooral economen. Ik zal de heer De Grauwe niet citeren, want die vertelt elke dag iets anders. Mijnheer Calvo, u moet de artikels van de heer Konings eens lezen, een arbeidseconoom uit Leuven, een van de meest gerenommeerde economen. Het gaat niet om iemand met een centrumlinks of centrumrechts etiket, maar om iemand die onderzoek doet inzake de arbeidsmarkt. Hij heeft al verschillende keren gezegd dat men niet automatisch jobs creëert door een indexsprong door te voeren en de competitiviteit te herstellen, maar dat het potentieel er is om daarmee in de komende jaren tienduizenden jobs te creëren in de economie. Zonder competitiviteit is het niet mogelijk om in de toekomst de werkgelegenheid niet alleen te vrijwaren, maar ook te doen toenemen.

Wil u personen citeren, dan nodig ik u, dames en heren socialisten, uit om de uitspraken van de heer Willockx van op die stoel en van vader Onkelinx over die indexsprongen in de jaren 80 erbij te nemen. Nu concluderen economen dat het een trendbreuk betekende. Ik ben ervan overtuigd dat dat nu ook het geval

zal zijn.

01.119 Hans Bonte (sp.a): Collega Van Rompuy, ik zal mij niet wagen aan een interpretatie van wat er toen gezegd is. Ik hoop alleen dat de indexsprong geen prelude zal zijn van wat er toen was, namelijk dat men via volmachten moet bekijken hoe men een en ander recht moet zetten.

Mijnheer Peeters, ik ben een beetje in de war na uw repliek. U stelde dat er nergens in het regeerakkoord sprake is van gemeenschapsdienst gedurende twee halve dagen. Ik heb hier pagina 14 van het regeerakkoord voor mij. Ik citeer even: "De definitie van passende dienstbetrekking zal worden aangepast om meer rekening te houden met competenties van werkzoekenden... Er wordt een federaal kader uitgewerkt voor de invoering van een gemeenschapsdienst ... voor langdurig werklozen. De gemeenschapsdienst bestaat uit twee halve dagen per week". Dat staat er letterlijk in. Ik weet dus niet welke versie u gelezen hebt en welke versie ik hier voor mij heb. Ik zou dat graag uitgeklaard zien.

Er staat in elk geval in dat de Gewesten de mogelijkheid krijgen om de langdurig werklozen die een aangeboden gemeenschapsdienst weigeren, te schorsen. Dit staat er wel degelijk in: en zal ze kunnen schorsen. Ik ben absoluut voor activering, zoals de meesten hier, maar ik ben er wel tegen dat iemand zijn dopgeld afhankelijk is van een medewerker, wellicht in een of ander OCMW, die zal bepalen welke gemeenschapsdienst hij wanneer zal moeten doen, wil hij zijn dop niet kwijtgeraken. Dat is hetgeen in het regeerakkoord staat.

Mijnheer de minister, ik weet niet naar welke tekst u verwijst, maar ik citeer letterlijk. Er is wel sprake van gemeenschapsdienst gedurende twee dagen per week, die verplicht zal zijn.

01.120 Minister Kris Peeters: Mijnheer Bonte, voor alle duidelijkheid, hetgeen u citeert, is correct, maar de maatregel past volledig in een traject naar werk. Op basis van hetgeen in het verleden is gebeurd, wordt daaraan voortgewerkt en op die manier kunnen wij werkzoekenden helpen om sneller aan werk te geraken. Dat is de bedoeling. Uw citaat is juist en ik heb van pagina 11 geciteerd, beide moeten samen gelezen worden. Het belangrijkste is echter dat wij dat doen om werkzoekenden te begeleiden in een traject naar een job.

01.121 Sarah Smeyers (N-VA): Mijnheer de voorzitter, ik ben blij dat minister Peeters reeds één sp.a-gerucht de wereld uit geholpen heeft, ik zou graag nog een ander sp.a-gerucht de wereld uit helpen.

Mevrouw De Coninck, u verwees naar een ongeschreven regel die over uw vorige functie ging, er is nog een ongeschreven regel in het Parlement, namelijk dat het werkwoord liegen niet te snel in de mond genomen wordt. Ik zeg dus gewoon dat u zich vergist en dat het eigenlijk niet zo moeilijk is om u niet te vergissen, want op pagina 37 staat duidelijk dat het allerm minst de bedoeling is van de regering om de OCMW's af te schaffen. Integendeel, er staat – en ik citeer gewoon, dus het is echt niet zo moeilijk om u niet te vergissen – : "Armoedebestrijding is prioritair een taak van de lokale besturen en de OCMW's. De regering erkent die OCMW's en lokale besturen in hun rol van regisseur van het armoedebelid". De regering zal dus de ondersteuning van de OCMW's blijven garanderen.

Is het niet waar? Tiens, ik heb een andere versie, het is niet de CD&V-versie, het is de N-VA-versie, de regeringsversie, de collectieve versie van de meerderheid, maar u hebt blijkbaar nog een andere versie.

Ik wil nog iets zeggen over het afschaffen van de OCMW's, u doelt waarschijnlijk op de Vlaamse overtuiging om de integratie van stad en OCMW's verder door te voeren, dat is een institutionele keuze, een rationele keuze, die de socialisten uit machtsgeilheid nooit hebben durven te nemen.

Het is een rationele keuze om ook de steden en gemeenten budgettair te laten ademen. Dat is gewoon een economische besparingsmaatregel zodat een OCMW-voorzitter een volwaardige schepen wordt. De aanzet daartoe is nu al gegeven. Dat is een louter institutionele keuze. Pagina 37 bevestigt dat de OCMW's in hun rol zullen worden gerespecteerd en versterkt. Ik hoop dat dit gerucht hiermee de wereld uit is, mevrouw De Coninck.

01.122 Karin Temmerman (sp.a): Mijnheer de voorzitter, ik onthoud uit het debat dat CD&V heel veel uitleg nodig heeft om de bochten en de indexsprong verteerbaar te maken.

Mevrouw Smeyers, uw laatste reactie toont aan dat de regering op mensen die het heel moeilijk hebben en zich aan de onderkant van de samenleving bevinden, economische maatregelen neemt. Voor u zijn dat cijfertjes, die passend in het geheel worden gestoken.

Men zal het OCMW samenvoegen met de stad omdat het economisch beter uitkomt, maar helemaal niet omdat het beter zou uitkomen voor de OCMW-cliënt. Dat is echter een ander debat.

Collega's, ik hoop dat ik niet dezelfde emotie ontlok bij de rest van mijn uiteenzetting.

De 2,6 miljard euro, opgeleverd door de indexsprong, was echter nog niet voldoende voor het beperken van de koopkracht. De regering zal ook de btw en de accijnzen verhogen met 1,7 miljard euro. Het gaat dan niet alleen over plastische chirurgie. Er zijn nog andere maatregelen. Om er één te noemen: wie zijn huis van maximum tien jaar oud wil renoveren, zal evengoed betalen.

U sprak daarnet over het creëren van jobs. Leg mij dan eens uit hoe u jobs wilt creëren in de bouwsector als u mensen die willen renoveren, meer doet betalen. De hele bouwsector stond immers op zijn kop toen de maatregel bekend werd. Dat is geen besparing en het is niet goed voor de sector.

Het is waar, collega's, dat het voor iemand die met een Porsche rijdt, niet zo moeilijk zal zijn om af en toe eens 50 euro uit te geven. Voor mensen die het einde van de maand moeilijk halen, zal dat echter wel een probleem zijn.

Het is eigenlijk nog veel erger, dames en heren. Naast de indexsprong en de verhoging van de accijnzen en btw wilt de regering ook 5 miljard euro uitgeven voor vliegtuigen.

Mij moet u dat eens uitleggen! Hoe zal u dat verklaren aan de man die nu al aan loonverlies lijdt, die zijn koopkracht naar beneden ziet gaan en dan nog eens moet horen dat deze regering die moet besparen op alles en nog wat, deze regering die moedig is, nog vijf miljard euro uittrekt om er vliegtuigen mee te betalen?

Ook dit, dames en heren, is niet voldoende. Nadat de werknemer verneemt dat hij minder zal verdienen in de toekomst, wordt ook nog gezegd dat hij langer zal moeten werken. Wij hebben er net over gedebatteerd: wij vinden ook dat de reële tijd van de loopbaan moet worden verhoogd. U citeert zeer graag de commissie-Vandenbroucke, zelfs in uw regeerakkoord: bijna elk hoofdstuk begint met een citaat uit het rapport van de Commissie-Vandenbroucke. Natuurlijk citeert u maar een deel: u citeert het niet helemaal. U bent vergeten wat er ook in het rapport van de pensioencommissie staat, namelijk dat de duur van de loopbaan bepalend is. Vervolgens negeert u ook dat de pensioencommissie heel duidelijk heeft gezegd dat er financiering moet komen uit lasten op vermogen. Dat zien we niet in uw regeerakkoord.

Voorts zegt het pensioenrapport ook dat er werkbaar werk moet zijn voor mensen tot 67, iets wat niet evident is en een heel traject zal vergen: ook dit is niet te zien in uw regeerakkoord. Laten we daar op ingaan: op de manier waarop sommigen nu moeten werken, zullen ze zelfs de 65 niet halen. Hoe gaat men hun dan verklaren hoe ze 67 moeten halen? Ook verschillende specialisten hebben het hierover. Ik citeer Marc De Vos: "Als we de realiteit erachter niet veranderen", het gaat over de pensioenleeftijd, "wordt de hogere pensioenleeftijd georganiseerde dwangarbeid".

Met andere woorden, het pensioenrapport zegt zeer duidelijk dat er maatregelen moeten zijn. Die heb ik echter niet gevonden in uw regeerakkoord. *Last but not least* schaft u ook nog de pensioenbonus af. Het rapport zegt daarover: "Het afschaffen van deze pensioenbonus is contraproductief voor een verhoging van de loopbaan". Waarom doet u dat dan? Nogmaals, u volgt het pensioenrapport heel gedeeltelijk. U volgt het waar het u uitkomt, maar waar het u niet uitkomt, volgt u het helemaal niet.

Ik zou nog iets willen zeggen over het kiezersbedrog.

Het is daarstraks ook reeds aan bod gekomen. Geen enkele partij heeft gezegd dat men de pensioenleeftijd tot 67 jaar zou optrekken. Mijnheer de minister, u zegt dat het niet in deze bestuursperiode zal gebeuren. Zo hebben de mensen het niet begrepen, mijnheer Bacquellaine. Elke partij heeft tijdens de kiescampagne gezegd dat de pensioenleeftijd op 65 jaar zou blijven. Men had niet de bedoeling te zeggen dat die over 10, 20 of 30 jaar tot 67 jaar opgetrokken zou worden. Dat is echt kiezersbedrog.

01.123 **Sonja Becq** (CD&V): Mevrouw Temmerman, u verwijst naar het rapport van de Expertcommissie

Pensioenhervormingen. U hebt gelijk dat er sommige zaken uit dat rapport wel en andere niet zijn opgenomen. U zegt evenwel niet dat diezelfde commissie, onder leiding van Frank Vandenbroucke, zegt dat zij zich niet in de plaats wenst te stellen van de politiek. Frank Vandenbroucke heeft dit herhaald op de radio. De commissie doet wel een aantal aanbevelingen. Die heeft zij geformuleerd.

Wij vragen aan die commissie dat zij niet alleen advies geeft, maar mee in overleg gaat, samen met de sociale partners. U kunt dat op verschillende plaatsen in het regeerakkoord terugvinden. Zo kunt u het op pagina 20, voor wie de CD&V-versie heeft, verschillende keren terugvinden. Daarover zal intensief overleg gepleegd worden met de sociale partners. Wij zullen regelmatig overleg plegen, ook met de Expertencommissie, om te bekijken hoe het puntensysteem, dat zij voorstelt, ingevoerd kan worden, met begeleidende voorwaarden, en op welke manier een automatisch systeem ontwikkeld kan worden, want ook dat wordt mee voorgesteld.

De pensioenbonus werd niet weerhouden, maar de pensioenmalus die ook in het commissierapport stond, werd ook niet weerhouden. U zegt echter ook niet dat die malus mee voorgesteld wordt. Inderdaad, de pensioenleeftijd was een van de voorstellen, geen beslissing, die in het expertenrapport naar voren werden geschoven, met dien verstande – dat wil ik nog even corrigeren, want daar wordt heel veel mist rond gespoten – dat de loopbaan wel belangrijk is. Mensen die 44 jaar gewerkt hebben, kunnen inderdaad vervroegd met pensioen gaan. Mensen die 43 jaar gewerkt hebben, moeten niet tot 67 jaar blijven werken. Die mythe stuurt men echter de wereld in. Dat is niet correct.

01.124 Valerie Van Peel (N-VA): Mijnheer de voorzitter, collega's, ik wil nog even reageren op dat kiezersbedrog. Wat deze regering doet, is op korte termijn de reële leeftijd naar boven brengen. Deze regering gaat inderdaad ook nog een stap verder. Zij ontwikkelt namelijk een visie voor de toekomst en is zo eerlijk om te zeggen wat nodig zal zijn tegen 2030. Het werd hier al gezegd, uw eigen voorzitter, mevrouw Temmerman, heeft dat in een onbevungen moment toegegeven, alleen voegde hij eraan toe dat hij wel weet wat er moet gebeuren, maar dat hij dat niet hardop zou zeggen, omdat hij dan de volgende keer niet verkozen zou zijn. Welnu, wij hebben de moed om te zeggen wat gezegd moet worden.

01.125 Karin Temmerman (sp.a): Mevrouw Van Peel, wat uw laatste opmerking betreft, herinner ik mij een debat hier in de Kamer. Een van de leden van uw partij zei daarover achteraf in de krant dat men een aantal besparingen voor ogen had, maar dat hij die niet zou aanhalen, omdat hij daarna niet meer verkozen zou worden. Dat was een lid van de N-VA. Als u citeert, let dan een beetje op met uw citaten.

Ik kom nog eens terug op het rapport-Vandenbroucke. De mythe van de 67 jaar hebt u natuurlijk zelf gecreëerd, want u noemt het een mythe, maar u hebt die zelf gelanceerd. Wat u ook niet zegt, is dat de voorzitter, Frank Vandenbroucke, voor of tijdens de regeringsonderhandelingen dikwijls voorgesteld heeft om het samen te doen en te bekijken. U hebt het echter, wat uw goed recht is, eenzijdig gedaan. U hebt er de zaken uitgekozen die u goed leken. De heer Vandenbroucke heeft echter ook gezegd dat het rapport een geheel vormt.

Er kan niet aan *cherry picking* worden gedaan. Er kan niet worden gesteld dat één punt wel past en een ander niet. Het rapport vormt een geheel en het moet dan ook in zijn geheel worden uitgevoerd.

Mevrouw Becq, het spijt mij, maar dat heeft CD&V niet gedaan. Zij had tijdens de onderhandelingen beter de expertencommissie uitgenodigd. Aldus zouden veel misverstanden uit de weg zijn geruimd. U zou natuurlijk ook een beter regeerakkoord hebben gehad. Ik veronderstel echter dat een aantal van uw partners daarop niet wilde ingaan.

Laat het ons nu eens hebben over de cadeaus die deze regering geeft.

Het eerste cadeau is uiteraard het cadeau voor de aandeelhouders. Ik herhaal dat deze regering beweert dat zij een *tax shift* zal doorvoeren. Zij is evenwel vergeten wat de doelstellingen daarvan zijn. Een *shift* van lasten op arbeid naar lasten op winsten uit vermogen zit helemaal niet vervat in deze maatregel.

De cadeaus gaan elders heen. Zij gaan naar de aandeelhouders, die niet moeten bijdragen. Zij gaan niet naar de gezinnen, die wel moeten bijdragen. Zij gaan naar de grootverdieners, die het verschil niet zullen merken. Zij gaan niet naar de werknemers, van wie het loon zal dalen. *Last but not least* en nogmaals, zij gaan naar de fraudeurs, die zullen kunnen doen wat zij willen. Zij gaan niet naar de ouderen, die zelfs hun pensioenbonus zullen mislopen.

Deze *tax shift* zal de ongelijkheid in dit land doen toenemen.

Wij hebben vandaag een artikel gelezen dat stelt dat de gelijkheid in België heel goed meevalt, zelfs ten opzichte van de wereld. Echter, tegenover de gelijkheid die wij nu hebben – de grote vormen van ongelijkheid zijn er niet in België –, zullen die vormen van ongelijkheid toenemen. De vormen van ongelijkheid zullen absoluut toenemen.

CD&V beloofde tijdens de onderhandelingen dat zij een linkse trofee zou binnenhalen. Collega's, de trofee die CD&V heeft binnengehaald, is een trofee van deze grootteorde (*Toont trofee*). Zo groot is de trofee die CD&V heeft binnengehaald. Ik zal hem straks aan de heer Beke of iemand anders geven.

Mijnheer Beke, u kunt hem op de kast zetten. Dat is uw linkse trofee.

Leden van CD&V en ook leden van de N-VA, het is wel raar dat zelfs Ronald Reagan, die toch niet direct een linkse kameraad was, onder zijn bestuur een taks op vermogens van 28 % heeft ingevoerd. Aldus kan pas worden beseft hoe klein het cadeau is, hoe klein de *tax shift* is en hoe klein uw triomf is, die u hier meedraagt.

Nu wil ik het ook even, zoals ik daarstraks al zei, over de fraudeurs hebben. De vorige regering heeft de fraudebestrijding echt op de kaart gezet en dat heeft 1,8 miljard euro opgebracht op drie jaar tijd. Deze regering schrijft in haar regeerverklaring dat de opbrengst uit de fraudebestrijding 250 miljoen zal bedragen op vijf jaar tijd. Die 1,8 miljard euro op drie jaar staat tegenover 250 miljoen euro op vijf jaar. De fraudeurs worden door u terug in ere hersteld. U zult de controleurs controleren, eerder dan de fraudeurs. Proficiat, CD&V, goed gedaan.

Maar dan nog stopt de kracht van verandering niet. Zo verlengt u ook de openingsduur van de kerncentrales. Ook daar geeft u weer een zeer mooi cadeau aan een multinational, want die zal nu weer vrij spel hebben om op kap van de gezinnen de prijzen te verhogen en vooral om het monopolie te behouden.

Veel erger is dat u op die manier ontkent dat kernenergie de dag van vandaag een probleem is. Hopelijk doet het zich niet voor, maar wij zullen ons moeten voorbereiden op een ongeluk dat misschien zou kunnen plaatsvinden, omdat de kernenergie in ons land faalt. Nochtans zet u nu net alles op kernenergie in, want u verlengt de openstelling van kerncentrales met tien jaar. Begrijpe wie begrijpe kan. Het is een mooi cadeau, want die beslissing zal in Parijs zeker op gejuich onthaald worden, misschien zelfs op champagne. Nogmaals proficiat, dames en heren van deze regering en van de meerderheidspartijen.

Stilaan kom ik tot de formulering van mijn conclusies. Dit regeerakkoord is een slagveld van gebroken beloftes. Het V-plan van de N-VA komt neer op een groot verliesplan voor de gezinnen. Om te verhullen dat de N-VA eigenlijk niets te bieden heeft op communautair gebied, wordt er nu volledig ingezet op sociale afbraak. Hoe CD&V dat kan verdragen en in dat spel meespeelt, is nog altijd een vraag.

Ik vraag mij af wat ons nog te wachten staat met een eerste minister die niet in de Wetstraat 16 zit, maar eigenlijk op het Schoon Verdiep elders in dit land. Je moet maar durven!

“Onze economische filosofie”, klinkt het bij Open Vld, “is er een van zuurstof voor de economie en voor de werkende mens”, en dit terwijl econoom na econoom, instantie na instantie – OESO, Europa, iedereen – zegt dat harde besparingen nu nefast zijn.

Wij hebben nood aan zuurstof in de economie, en toch doet u die harde besparingen, terwijl heel duidelijk wordt aangetoond dat dit momenteel nefast is voor de toekomst. Wij zullen zien, maar u moet maar durven om het zo te zeggen.

01.126 Patrick Dewael (Open Vld): Mevrouw Temmerman, bent u het eens of niet met het feit dat deze regering het evenwicht in tijd een beetje opschuift naar 2018, precies om de redenen die u net aangaf? Wij verlaten dat strikte begrotingspad om dat strikte evenwicht te bekomen en schuiven dat een paar jaren op. Wat wij doen met de tijd die wij daarmee kopen, is effectief een inspanning doen voor bedrijven en een fiscale inspanning voor wie werkt.

Daarnet werd al in voldoende mate gesproken over de laagste inkomens, ik zal daarop niet terugkomen.

Evenwel, op die manier maakt u een combinatie mogelijk van, enerzijds, datgene doen wat het meest nodig is in ons land, namelijk de competitiviteit herstellen, en anderzijds, de koopkracht van de burgers te ontzien.

Ik denk dat dit twee factoren zijn die voor de economie een goede zaak zijn. Ik heb nog een tweede vraag als u het eens bent met de verlenging van dat groeipad.

Bij het beluisteren van uw betoog, moet er mij toch iets van het hart. Hoe zult u in godsnaam jobs creëren als u een economie in stand moet blijven houden die concurrentiekracht mist en waar wij de afgelopen maanden en jaren hebben gezien dat heel wat bedrijven ons land hebben verlaten en heel wat potentiële investeerders België zelfs niet meer in ogenschouw nemen?

Dat is jobs creëren. Soms vraag ik mij af wat voor u het belangrijkste is: dat u niet aan werklozen komt, en die aan een of ander infuus houdt, of dat men zegt dat een job creëren en aan mensen aanbieden hen weerbaar maakt.

Ik noem dat echte sociale politiek. Als mensen een job hebben, is dat *empowerment* en daarvan ben ik voorstander.

Als ik bepaalde socialisten hoor, heb ik soms de indruk dat mensen aan een of ander infuus van de sociale zekerheid houden, het geweten sust. Dan kunt u misschien nog in de spiegel kijken, maar dan zitten wij met een leger werklozen, en daar begrijp ik de essentie van uw betoog niet.

Wat wij doen, is wat al jaren gebeurt in heel wat van de ons omringende landen en dat zijn allemaal economieën die veel weerbaarder zijn geworden. Er is één uitzondering, met name Frankrijk, en daarop kom ik straks terug.

Ik ben er niet van overtuigd dat de meetings van de heer Hollande nog heel veel succes zullen uitlokken bij de PS in België.

01.127 Peter De Roover (N-VA): Mevrouw Temmerman, daarbij aansluitend zou ik toch eens willen vragen wat de betekenis van het begrip solidariteit voor de socialisten is, als u voortdurend maatregelen aanvalt waarbij de werkende mensen solidair zijn met degenen die op dit ogenblik nog geen job hebben. Dat is een solidariteit waarover u schijnbaar minder bekommerd bent dan over andere vormen van solidariteit.

U wekt ook de indruk alsof de hele economische wetenschap het eens zou zijn over de recepten die u hier naar voren schuift. Dat is natuurlijk absoluut niet waar.

Ik stel u graag de vraag in dit debat over uw voorstellen. Wie weet brengt u ons wel enige verlichting, al is dat daarstraks een beetje tegengevallen.

Wat zijn uw voorstellen? Stelt u werkelijk keynesiaanse maatregelen voor waarbij het rechte trekken van de overheidstekorten wordt uitgesteld om zogenaamde impulsen aan de economie te geven? Waarover economen het wel eens is, is dat dergelijke recepten in een kleine, open economie zoals de onze voor zoveel weglekking zorgen dat ze totaal zinloos zijn.

01.128 Dirk Van der Maelen (sp.a): Mijnheer de voorzitter, ik wil even reageren op wat de heer De Roover zegt.

Mijnheer De Roover, kijk naar het beleid dat in drie westerse economische blokken is gevoerd, de EU, de VS en Japan. Ik stel vast dat de situatie waarin Europa zich bevindt vele keren slechter is dan in Japan en de VS. Die beide landen hebben momenteel een groei van ongeveer 3 %. In Europa zitten wij op 0 %.

Weet u wie daarvoor verantwoordelijk is? Daarvoor zijn de verschillende regeringen verantwoordelijk, de Europese Commissie op kop, die de neoliberale recepten van anticrisisbeleid hebben toegepast, namelijk besparen, besparen, besparen en niet investeren.

Als u wilt dat wij uit de problemen geraken, laat ons dan volgen wat Obama in de VS en Abe in Japan hebben voorgesteld, met name een relanceringsbeleid.

Als u een *tax shift* doet, die ook voor ons de bedoeling mag en moet hebben om de lasten op arbeid te

verlagen, ga dan de compensatie daarvoor zoeken bij vermogen, bij de 1 % of 10 % rijksten in dit land die alleen hun geld oppotten.

Geef wat zuurstof aan de gewone gezinnen en middeninkomengezinnen die hetgeen zij krijgen besteden en daardoor de motor van de economie doen draaien. Alstublieft, zie de waarheid onder ogen!

01.129 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Ik was niet van plan nog tussenbeide te komen want het is blijkbaar bijna lunchpauze, maar de betogen van de heer De Roover en de heer Dewael verdienen wel een antwoord. Wat gesuggereerd werd, kan misschien gelden voor andere fracties maar niet voor de onze. Er is gesuggereerd dat de oppositie liever zou hebben...

01.130 Karin Temmerman (sp.a): Mijnheer Calvo, mag ik misschien antwoorden op de vraag die de heer Dewael mij gesteld heeft?

01.131 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Ik heb geen enkele ambitie lid te worden van uw fractie. Ik weet dat u sterk genoeg bent om zelf te antwoorden.

01.132 Karin Temmerman (sp.a): Oef. Mijn excuses, ik meende dat u in mijn plaats ging antwoorden.

01.133 Kristof Calvo (Ecolo-Groen): Zeker niet. Dat was niet de bedoeling. Wij zijn heel solidair maar wij moeten ook niet overdrijven. Maar het betoog van de heer Dewael verdient wel een antwoord. Ik pik het eerlijk gezegd niet dat de suggestie gedaan wordt dat onze fractie liever zou hebben dat mensen permanent leven van een uitkering of dat wij een pleidooi zouden houden voor het permanent infuus. Dat suggereerde de heer Dewael daarnet. Dat geldt in elk geval niet voor onze fractie. Het is net omdat wij geloven in de emancipatorische kracht van een echte job, niet van een mini-job, niet van twee halve dagen gemeenschapdienst, mijnheer Peeters, dat wij graag een andere lastenverschuiving hadden gezien.

Het economisch debat, mijnheer De Roover, is niet neutraal. U kijkt anders naar de samenleving dan ik. Dat is niet erg. Maar, mijnheer De Roover, er is wel een brede consensus over het feit dat als men de lasten op arbeid wil verlagen, dit gericht moet gebeuren. Doe dat gericht, doe dat voor de laagste en de middeninkomens, waar dat het meeste jobs oplevert en waar dat het meeste koopkracht oplevert. Daar is een consensus over.

Als jobcreatie u echt na aan het hart lag, had u een gerichte lastenverlaging moeten inschrijven in uw regeerakkoord, in plaats van een lineaire lastenverlaging.

01.134 Peter De Roover (N-VA): Mijnheer Van der Maelen, u hebt niet naar mijn betoog geluisterd. Ik heb immers gezegd dat iedereen het erover eens is dat in een kleine open economie keynesiaanse maatregelen alleen leiden tot het wegsijpelen van de middelen die wij inzetten. U antwoordt met voorbeelden uit de Verenigde Staten, de Europese Unie en Japan. Het zou interessant zijn mocht u beseffen dat wij hier niet in het Europees Parlement zijn, niet in het Amerikaanse Congres, en niet in de Japanse Kamer. Dit is de Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers. Het zou dus zeer nuttig zijn mocht u maatregelen voorstellen die hier nuttig zijn.

01.135 Karin Temmerman (sp.a): Mijnheer de voorzitter, ik wist dat mijnheer Calvo mijn antwoord ging geven, dus ik kan het alleen maar herhalen. Toch een beetje samen dus.

Mijnheer Dewael, ik ben het grotendeels eens met wat u zegt. Het addertje onder het gras is echter wie dat zal financieren.

Daar zit het probleem, u financiert het op kap van gewone mensen en gezinnen. Wij financieren het met een serieuze *tax shift* en met fraudebestrijding. Een *tax shift* waarvan bijna heel de wereld zegt – onder andere de OESO, de Nationale Bank en de vele mensen die u gehoord hebt tijdens de commissie daarover – dat de belastingen op vermogenswinst in België veel te laag zijn. In vergelijking met de andere landen komen wij helemaal achteraan.

U neemt het cijfer. Absoluut mijnheer Dewael, vandaar dat wij die *tax shift* vragen. Wij willen ook dat de lasten op lonen naar beneden gaan, alleen willen we dat financieren met lasten op winsten uit vermogen en dat is het grote verschil. Daar zegt de OESO, daar zegt de Nationale Bank, daar zegt uw eigen financiële

dienst dat er een zeer grote marge is. Volgens de OESO – nog eens mijnheer Dewael, ik heb de grafiek hier bij – zitten we bij de laatste vier, vijf. Luxemburg gaat ons zelfs voor, zelfs Zwitserland. Dus zeggen dat daar geen marge is, is niet juist.

Mijnheer De Roover, dat is net de solidariteit die wij vragen. U vraagt solidariteit van mensen die het al moeilijk hebben. U zegt: “morgen, morgen index”. Wij vragen solidariteit van mensen die het beter hebben, van mensen die het kunnen geven en – nogmaals – statistieken van de OESO, van de Nationale Bank bewijzen dat het zo kan en daar zit het grote verschil.

01.136 Peter De Roover (N-VA): Mevrouw Temmerman, ik heb de indruk dat u eigenlijk de werklozen opzet tegen de werkende bevolking.

01.137 Karin Temmerman (sp.a): Ik heb het over een belastingsverschuiving, mijnheer De Roover. Ik heb helemaal niet over werklozen gesproken en ik ben inderdaad vergeten antwoorden op de vraag over jobs.

01.138 Peter De Roover (N-VA): Ik had het woord gekregen van de voorzitter.

01.139 Karin Temmerman (sp.a): Dat is waar, met mijn excuses.

01.140 Peter De Roover (N-VA): Aanvaard. U had in reactie op mij gezegd, op mijn tussenkomst in verband met solidariteit. En ik herhaal – wat ik daarstraks probeerde te zeggen – er is een solidariteit mogelijk tussen werkende mensen die een bepaalde mogelijke inspanning doen om ervoor te zorgen dat niet-werkende mensen aan een job geraken. Dat is een solidariteit die wij zeer hoog in het vaandel dragen.

01.141 Karin Temmerman (sp.a): Mijnheer De Roover, u bent echt aan het verkeerde adres als u socialisten iets wil leren over solidariteit. Misschien kan ik u in de koffiekamer eens uitleggen wat solidariteit is. Wat solidariteit niet is, mijnheer De Roover – u verplicht mij nu om het nog eens te zeggen – is iedereen die nu werkt, die het nu moeilijk heeft, 2 % loonindex afnemen. Dat is geen solidariteit ten opzichte van degenen die winsten halen uit hun aandelen zonder er iets voor te doen. Nogmaals, 1 % of 1,5 % van de bevolking zou daar onder lijden. Dat is de solidariteit die wij willen, niet de solidariteit die u voorstelt.

Mijnheer de voorzitter, ik probeer te concluderen. Het is wel duidelijk dat de regering een andere ideologische invulling geeft aan haar werk dan wij zouden doen. Dat is volledig legitiem, wij zouden dat ook doen. Ik wil alleen heel duidelijk maken dat dat niet onze ideologie is. Wat de heer De Roover zei, solidariteit, dat willen wij. Die solidariteit moet er komen van de mensen die vermogend zijn ten opzichte van de mensen die het zwaar hebben. De manier waarop u met de samenleving omgaat, is een koude manier. Ik zal herhalen wat ik bij het begin gezegd heb. Een zinnetje uit uw regeerakkoord toont dat duidelijk aan, namelijk dat u daklozen en mensen in extreme armoede catalogueert in termen van veiligheid. Wel, collega's, daar krijg ik koude rillingen van. Dat staat een beetje symbool voor heel de regering en alles wat ermee te maken heeft.

De regering heeft een selfie genomen, kijkt naar zichzelf en niet naar wie er rondom hen is. Wel, ik ga voor de groepsfoto. Wij gaan allemaal voor de groepsfoto. Wij vragen dat de hervormingen, die noodzakelijk zijn, en de lastenverlagingen, die er moeten komen, niet op de kap van de mensen komen die nu al hard werken, maar dat de inspanningen gelegd worden bij degenen die de zware lasten kunnen dragen. Wij vragen daar solidariteit.

Sommigen onder u hebben al gezegd, zelfs hier op het spreekgestoelte, dat men wenst dat de socialisten hier lang niet meer zullen zijn, nu niet, morgen niet, over vijf jaar niet en over tien jaar niet. Wel, voor hen heb ik slecht nieuws. We zullen hier elke dag staan. Met vuur en passie zullen we aantonen welke samenleving u voor ogen hebt, wie u bedriegt en wie u beloont.

Wij zullen ook alternatieven bieden van hoe het anders kan, met een samenleving waarin iedereen vooruit gaat en niet alleen de *happy few* die u nu beloont.

Collega's, het is duidelijk, wij zullen dit regeerakkoord niet goedkeuren.

01.142 Hendrik Vuye (N-VA): Mevrouw Temmerman, voor alle duidelijkheid, u bent hier wel degelijk welkom, maar liefst in de oppositie.

De **voorzitter**: Collega's, ik signaleer u dat er nog 12 sprekers ingeschreven zijn in het algemene deel en dat voor het thematische deel op dit moment ongeveer 50 sprekers ingeschreven zijn. Wij hebben dus de bedoeling om vanavond laat door te gaan.

De vergadering wordt gesloten. Volgende vergadering woensdag 15 oktober 2014 om 14.15 uur.
La séance est levée. Prochaine séance le mercredi 15 octobre 2014 à 14.15 heures.

*De vergadering wordt gesloten om 13.14 uur.
La séance est levée à 13.14 heures.*

De bijlage is opgenomen in een aparte brochure met nummer CRIV 54 PLEN 008 bijlage.

L'annexe est reprise dans une brochure séparée, portant le numéro CRIV 54 PLEN 008 annexe.